

INVENTAIRE DES ARCHIVES DE
LA COMMUNE DE LESVE

DÉPÔT 2023

1798-1977 (1989)

ARCHIVES DE L'ÉTAT À NAMUR

INVENTAIRES

260



Creative Commons license BY-NC-ND 4.0

Attribution - Non Commercial - No Derivatives
Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification
Naamsvermelding - Niet-Commercieel - Geen Afgeleide Werken

ISBN : 978 94 6391 615 8

Archives générales du Royaume

D/2025/531/075

Numéro de commande: Publ. 6619
Archives générales du Royaume
2 rue de Ruysbroeck
1000 – Bruxelles

La liste complète de nos publications est consultable sur www.arch.be.

Numéro de l'inventaire : I 260

Inventaire des archives de
la commune de Lesve

Dépôt 2023

1798-1977 (1989)

par

Julien LAURENT

Sous la direction de Marc FOCANT

Bruxelles
2025

INDICATIONS SOMMAIRES POUR L'UTILISATION

Commande des documents

Les archives décrites dans cet inventaire peuvent être demandées en communication via un terminal d'ordinateur se trouvant dans la salle de lecture, moyennant l'introduction du numéro de l'inventaire, mentionné sur la page de titre et dans le coin supérieur droit de chaque page. En l'occurrence ici, mentionnez :

I 260

Le document lui-même est commandé avec la cote, c'est-à-dire le numéro que vous trouverez à gauche avant chaque description d'archive.

Conditions d'accès et de reproduction

Dans le respect de la réglementation en vigueur et sous réserve d'éventuelles modifications, les archives (hormis les registres de la population, des étrangers et de l'état civil) de plus de 30 ans et ne contenant pas de données à caractère personnel sont librement consultables. Dans le cas d'archives de plus de 30 ans et contenant des données à caractère personnel, une autorisation du Collège communal est nécessaire. Cette autorisation n'est plus nécessaire lorsque les archives contenant des données à caractère personnel ont plus de 100 ans.

Les règles spécifiques de consultation des registres de la population et des registres des étrangers sont fixées de la manière suivante : les registres clôturés depuis plus de 120 ans sont librement consultables à des fins généalogiques ou historiques ou à d'autres fins scientifiques tandis que les registres clôturés depuis moins de 120 ans ne sont pas consultables. Seuls des extraits peuvent éventuellement être délivrés moyennant une autorisation écrite du Collège communal et dans le respect de la législation en vigueur.

La reproduction est autorisée en tenant compte de la réglementation en vigueur.

Références aux archives

La première fois, on citera le fonds avec son nom complet. Ensuite, on pourra utiliser une référence abrégée.

Complet : ARCHIVES DE L'ÉTAT À NAMUR, *Commune de Lesve. Dépôt 2023*, n° [cote de l'article].

Abrégé : AÉN, *Com. Lesve 2023*, n° [cote de l'article].

TABLE DES MATIÈRES

DESCRIPTION GÉNÉRALE DU FONDS	11
I. IDENTIFICATION	11
II. HISTOIRE DU PRODUCTEUR ET DES ARCHIVES	11
A. Producteur d'archives	11
1. <i>Nom</i>	11
2. <i>Historique</i>	11
3. <i>Compétences et activités</i>	13
4. <i>Organisation</i>	14
B. Archives	14
1. <i>Historique</i>	14
2. <i>Acquisition</i>	16
III. CONTENU ET STRUCTURE	16
A. Contenu	16
1. <i>Conseil communal et Collège des bourgmestre et échevins</i>	16
2. <i>Finances et fiscalité</i>	16
3. <i>Patrimoine</i>	17
4. <i>État civil</i>	17
5. <i>Population</i>	17
6. <i>Élections</i>	18
7. <i>Affaires militaires</i>	18
8. <i>Travaux publics</i>	18
9. <i>Enseignement</i>	19
10. <i>Bienfaisance ou assistance publique</i>	19
11. <i>Culte</i>	19
B. Sélections et éliminations.....	19
C. Accroissements/compléments	20
D. Mode de classement	20
IV. CONSULTATION ET UTILISATION.....	21
A. Conditions d'accès	21
B. Conditions de reproduction	21
C. Langues et écriture des documents	21
V. SOURCES COMPLÉMENTAIRES	22
A. Documents apparentés	22
B. Bibliographie.....	22
VI. CONTRÔLE DE LA DESCRIPTION	22

INVENTAIRE	25
I. GÉNÉRALITÉS	25
A. Conseil communal.....	25
B. Collège des bourgmestre et échevins	26
C. Registres et/ou répertoires concernant les enquêtes publiques (« de comodo et incommodo »)	26
D. Répertoire des actes	26
E. Correspondance générale	26
F. Tutelle administrative	26
G. Responsabilité, contentieux et actions en justice	27
II. ORGANISATION ET PERSONNEL	27
A. La commune en tant qu'entité administrative.....	27
1. <i>Fusion</i>	27
2. <i>Territoire</i>	27
3. <i>Armoiries</i>	27
4. <i>Rang dans la classification des communes</i>	28
5. <i>Coopération intercommunale</i>	28
B. Organisation et membres des organes politiques.....	28
1. <i>Conseil communal</i>	28
2. <i>Collège des bourgmestre et échevins</i>	28
3. <i>Bourgmestre</i>	28
C. Organisation des archives	29
D. Personnel des services.....	29
1. <i>Statut du personnel, traitements et autres règlements</i>	29
2. <i>Dossiers établis à la suite de faits particuliers</i>	29
3. <i>Dossiers du personnel administratif et technique</i>	29
4. <i>Dossiers du personnel ouvrier</i>	30
5. <i>Dossiers du personnel enseignant</i>	30
6. <i>Dossiers du personnel de police</i>	32
III. PATRIMOINE.....	32
A. Généralités	32
B. Biens immobiliers	32
IV. FINANCES ET FISCALITÉ	35
A. Comptabilité du secrétariat	35
1. <i>Budgets et annexes</i>	35
2. <i>Emprunts</i>	36
3. <i>Subventions des autorités supérieures</i>	36
4. <i>Placements</i>	37
B. Comptabilité du receveur	37
1. <i>Registres de comptabilité</i>	37
2. <i>Comptes et pièces justificatives</i>	37
3. <i>Entrée en fonction du receveur</i>	38
C. Impositions et taxes.....	38
1. <i>Impôts communaux</i>	38
2. <i>Impôts provinciaux</i>	39
D. Dépôt de l'Administration du Cadastre	39

V.	ÉTAT CIVIL.....	39
	A. Généralités	39
	B. Registres de l'état civil et tables	39
	C. Cimetières et funérailles.....	40
	D. Autres documents.....	40
VI.	POPULATION	40
	A. Registres et mouvements de la population.....	40
	B. Recensements et autres états de la population	43
	C. Cartes d'identité et permis de conduire.....	43
	D. Étrangers	43
VII.	ÉLECTIONS.....	44
	A. Listes électorales et listes dérivées.....	44
	B. Dossiers des élections	45
VIII.	AFFAIRES MILITAIRES ET GUERRES	45
	A. Service militaire	45
	B. Garde civique	47
	C. Mobilisation, réquisitions et cantonnements militaires en temps de paix.....	48
	D. Guerres et conséquences	48
IX.	ORDRE ET SÉCURITÉ PUBLICS	49
	A. Police.....	49
	1. Généralités	49
	2. Équipement.....	49
	3. Missions de police administrative concernant la tranquillité et l'ordre publics ..	49
	4. Missions de police administrative concernant la sécurité publique	49
	5. Missions de police judiciaire.....	50
	B. Service d'incendie.....	50
	1. Généralités	50
	2. Équipement.....	50
	3. Gestion financière	50
	4. Exécution des tâches	51
X.	SANTÉ PUBLIQUE.....	51
	A. Traitement des immondices	51
	B. Surveillance de la pratique médicale	51
	C. Lutte contre les maladies épidémiques	51
	D. Surveillance sanitaire, sécurité et hygiène de l'agriculture et de la sylviculture, de l'industrie, des métiers et du commerce.....	51
	E. Police sanitaire des animaux domestiques	51
	F. Analyse de l'eau potable	52
	G. Contrôle de la salubrité des habitations et logements	52
	H. Contrôle des établissements dangereux, insalubres et incommodes.....	52
XI.	TRAVAUX PUBLICS, SERVICES D'UTILITÉ PUBLIQUE, AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET URBANISME.....	56
	A. Travaux aux bâtiments, monuments et installations immobilières diverses.....	56
	1. Bâtiments affectés aux services administratifs et communaux.....	56
	2. Bâtiments scolaires.....	57
	3. Bâtiments affectés à la culture	57

4. Bâtiments du culte	57
5. Cimetières.....	58
6. Autres biens et installations immobilières (monuments, bancs, etc.).....	59
B. Travaux et inspection de la voirie (y compris les ponts, les quais).....	59
1. Généralités	59
2. Voirie communale et vicinale (y compris les ponts, les égouts, etc.).....	59
C. Travaux et inspection des cours d'eau non navigables	64
D. Services d'utilité publique	64
1. Distribution d'eau	64
2. Distribution d'électricité	65
3. Éclairage public	66
4. Téléphone	66
5. Radio et télévision câblées	66
6. Transports en commun	66
E. Aménagement du territoire	67
1. Permis de bâtir	67
2. Permis de lotir.....	67
3. Infractions	67
F. Protection des monuments et sites	67
XII. ENSEIGNEMENT.....	67
A. Organisation	67
B. Bâtiments	68
C. Personnel.....	68
D. Finances	68
E. Obligation scolaire	68
XIII. CULTURE, SPORTS ET DIVERTISSEMENTS	68
A. Culture.....	68
B. Sports, divertissements, festivités, activités pour la jeunesse, tourisme	68
1. sports	68
2. divertissements	69
3. Jeunesse.....	69
4. tourisme.....	69
XIV. ÉCONOMIE	69
A. Généralités	69
B. Agriculture et sylviculture	69
C. Élevage.....	70
D. Industrie et artisanat	70
E. Commerce	70
XV. AFFAIRES SOCIALES	70
A. Prise en charge des chômeurs, placement.....	70
B. Aide sociale à l'enfance et à la jeunesse	71
C. Aide aux personnes âgées	71
D. Aide aux personnes porteuses de handicap.....	71
E. Secours distribués à l'occasion de calamités extraordinaires	71
XVI. TUTELLE SUR LA COMMISSION D'ASSISTANCE PUBLIQUE.....	71

XVII.RELATIONS AVEC LA FABRIQUE D'ÉGLISE SAINT-WILMART.....	72
A. Personnel.....	72
B. Finances	72

DESCRIPTION GÉNÉRALE DU FONDS

I. IDENTIFICATION

<i>Référence:</i>	BE AÉN, Com. Lesve 2023 (525 – 861)
<i>N° de l'inventaire:</i>	I 260
<i>Nom:</i>	Archives de la commune de Lesve. Dépôt 2023
<i>Dates:</i>	1798-1977 (1989)
<i>Niveau de description:</i>	Fonds d'archives
<i>Importance matérielle:</i>	877 articles (12 mètres linéaires)

II. HISTOIRE DU PRODUCTEUR ET DES ARCHIVES

A. PRODUCTEUR D'ARCHIVES

1. NOM

Commune de Lesve

2. HISTORIQUE

La Constitution du 5 fructidor an III (22 août 1795), en vigueur lors de l'annexion par la France (1^{er} octobre 1795), avait instauré des « municipalités de canton ». Entre 1795 et 1800, Lesve dispose d'un agent municipal et d'un adjoint, chargés de l'administration des affaires purement locales. La réunion des agents municipaux à Fosses-la-ville, chef-lieu du canton, constitue la municipalité de canton. En application de la loi concernant la division du territoire de la République et l'administration du 28 pluviôse an VIII (17 février 1800), Lesve devient une commune à part entière. En 1802, elle est intégrée dans le canton de justice de paix de Fosses la ville¹.

La commune fait partie du département de Sambre-et-Meuse (1795-1814) puis de la province de Namur ; de l'arrondissement administratif et judiciaire de Namur. Lesve relève par ailleurs du canton de milice de Namur-C à partir de 1817, de Mettet à partir de 1870, de Saint-Gérard à partir de 1874 et enfin du canton de milice de Fosses-la-Ville à partir de 1913².

Situé à environ cinq kilomètres de la Meuse, Lesve (anciennement orthographié Lesves) est à l'origine un petit village assis sur le versant d'une colline à l'orée de la forêt de Marlagne, dans un lieu parcouru par de multiples petits cours d'eau en partie souterrains. À ce centre historique s'ajoutent au fil des défrichements plusieurs extensions, surtout vers la vallée, comme signalé dans les lieudits « Fonds » (de Lesve, de Biaury, de Vaux-de-Marlagne...) mais aussi à d'autres endroits, aux lieudits « Hayettes », « Chevauchoir », « Bourdon d'Hiver », « Levée » et « Bois-de-Graux ». Tous ces endroits constituent autant de hameaux.

¹ VRIELINCK S., *De territoriale indeling van België (1795-1963)*, Louvain, 2000, vol. 2, p. 1205 et vol. 3, p. 1501.

² *Idem.*

Le dernier défrichement ayant laissé la place à des habitations est celui de la Levée et remonte aux années 1830-1835³.

Lesve possède un patrimoine à la fois bâti et naturel. On notera tout d'abord la particularité du sous-sol de la commune, parcouru par un réseau de cavités qui émerge parfois à la surface, créant des chantoires qui provoquent la disparition et la réapparition des cours d'eau à plusieurs endroits. En outre, Lesve possède un château dont la construction remonte au XVIII^e siècle. Il en existe un deuxième, le château de la Bouverie, qui a été autrefois le siège d'une seigneurie hautaine. Construit entre le XVII^e et le XIX^e siècle, cet édifice a depuis été converti en ferme mais conserve encore une tour circulaire et un logis d'origine⁴. Enfin, il reste à mentionner l'église Saint-Wilmart, qui aurait été achevée en 1775, et trois chapelles dont l'une abrite un calvaire du XVI^e siècle.

En 1801, la population de Lesve atteint 927 habitants, 1.583 en 1846, 1.423 en 1910, 1.245 en 1961, et 1.492 en 1976⁵.

Van der Maelen signale en 1832 qu'« un grand nombre [d'habitants] sont employés à l'extraction et la taille de la pierre calcaire et à l'exploitation des bois »⁶. Le secteur de l'agriculture reste prédominant jusqu'au XX^e siècle avec en 1905, quatre grandes fermes et 200 autres exploitations de plus d'un hectare, couvrant 960 hectares sur les 1.071 hectares de la commune⁷. Le dernier moulin en fonction est démoli vers 1937⁸.

En 1895 est mis en place un service de chemins de fer vicinaux reliant Lesve à Namur⁹. Cette ligne de tram à vapeur est remplacée dès 1953 par un service de bus¹⁰.

La commune connaît deux évènements marquants lors des deux Guerres mondiales. Le premier a lieu le 25 août 1914 : ce jour-là, des troupes allemandes entrent dans le village et pillent les habitations. Les exactions se soldent par l'incendie d'une maison et la mort de trois civils. Le deuxième fait est le combat qui oppose des troupes françaises et allemandes en mai 1940. 30 soldats français périssent à Lesve lors de cette journée¹¹.

Lors de l'élaboration du plan de fusion des communes, il est rapidement question de réunir Lesve et Profondeville en vertu du « plan Michel ». Le Conseil communal de Lesve rejette néanmoins cette décision et exprime sa volonté de voir la commune rattachée à celle de Fosses-la-Ville, arguant que la population de Lesve, à 50% ouvrière, est employée essentiellement dans la Basse-Sambre ; qu'elle a par ailleurs de « nombreuses comparantes socio-économiques qui la rattachent aux groupes de communes intégrées à Fosse-la-Ville » ; que Fosses-la-Ville a toujours constitué le pôle d'activité vers lequel se tournent les Lesvois et qu'elle dispose des équipements nécessaires pour une éventuelle fusion avec Lesve.

³ *Histoire et patrimoine des communes de Belgique, Province de Namur*, Bruxelles, 2008, p. 338-339 ; DELOOZ R., *Wépion, Dave et Profondeville*, Lonzée, 2011, p. 133.

⁴ *Histoire et patrimoine (...)*, p. 338-339.

⁵ HASQUIN H., *Communes de Belgique. Dictionnaire d'histoire et de géographie administrative*, t. 1 : *Wallonie*, Bruxelles, 1980, p. 840-841.

⁶ *Histoire et patrimoine (...)*, p. 338-339.

⁷ TOISOUL J., *Souvenirs de Lesve*, 1983, p. 56.

⁸ DELOOZ R., *Idem*, p. 132.

⁹ TOISOUL J., *Idem*, p. 43.

¹⁰ DELOOZ R., *Idem*, p. 144.

¹¹ *Histoire et patrimoine (...)*, p. 338-339.

Le plan initial du Ministère de l'Intérieur est finalement adopté, en dépit de protestations vigoureuses¹².

Le 1^{er} janvier 1977, la commune de Lesve est fusionnée avec les communes d'Arbre, Bois-de-Villers, Lustin, Profondeville et Rivière pour former l'actuelle commune de Profondeville¹³.

La fusion forme une entité de 7.401 habitants pour 4.958 hectares et est justifiée en ces termes dans le rapport au Roi précédant l'arrêté royal du 17 septembre 1975 portant fusion de communes et modification de leurs limites : « Ces communes ont des activités économiques identiques (production de fruits, tourisme). Ce sont des localités résidentielles typiques du sud de la ville de Namur. Leur groupement a pour but de constituer un relais important et dynamique sur la Meuse entre Namur et les trois autres centres touristiques jalonnant la vallée : Yvoir, Dinant et Hastière »¹⁴.

3. COMPÉTENCES ET ACTIVITÉS

Le décret du 14 décembre 1789 relatif à la constitution des municipalités jette les bases de l'organisation municipale. Il fixe également le rôle qu'elles doivent remplir :

« Article 49. Les corps municipaux auront deux espèces de fonctions à remplir ; les unes propres au pouvoir municipal ; les autres, propres à l'administration générale de l'État, et déléguées par elle aux municipalités.

Article 50. Les fonctions propres au pouvoir municipal, sous la surveillance et l'inspection des assemblées administratives, sont : de régir les biens et revenus communs des villes, bourgs, paroisses et communautés ; de régler et d'acquitter celles des dépenses locales qui doivent être payées des deniers communs ; de diriger et de faire exécuter les travaux publics qui sont à la charge de la communauté ; d'administrer les établissements qui appartiennent à la commune, qui sont entretenus de ses deniers, ou qui sont particulièrement destinés à l'usage des citoyens dont elle est composée ; de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, et de la tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics.

Article 51. Les fonctions propres à l'administration générale, qui peuvent être déléguées aux corps municipaux pour les exercer sous l'autorité des assemblées administratives, sont : la répartition des contributions directes entre les citoyens dont la communauté est composée ; la perception de ces contributions ; le versement de ces contributions dans les caisses du district ou du département ; la direction immédiate des travaux publics dans le ressort de la municipalité ; la régie immédiate des établissements publics destinés à l'utilité générale ; la surveillance et l'agence nécessaires à la conservation des propriétés publiques ; l'inspection directe des travaux de réparation ou de reconstructions des églises, presbytères, et autres objets relatifs au service du culte religieux¹⁵ ».

¹² Voir le n° 51 de cet inventaire.

¹³ Arrêté royal du 17 septembre 1975 portant fusion de communes et modification de leurs limites, *Moniteur belge*, 25 septembre 1975.

¹⁴ *Idem*.

¹⁵ *Pasinomie*, 1^{re} série, t. 1^{er}, *Lois françaises*, Bruxelles, 1833, p. 66.

Après l'indépendance de la Belgique, la Constitution belge du 7 février 1831 confie les intérêts exclusivement communaux à des conseils communaux élus directement, mais réserve le contrôle de leurs actes au Roi ou au pouvoir législatif, notamment pour empêcher qu'ils ne sortent de leurs attributions ou ne portent atteinte à l'intérêt général. La Constitution confie également aux autorités communales la rédaction des actes de l'état civil et la tenue des registres. Enfin, le Congrès national déclare qu'il est nécessaire de pourvoir par des lois séparées à l'organisation provinciale et communale.

La loi communale du 30 mars 1836 constitue le fondement du droit communal belge contemporain. Constamment adaptée, certains de ses articles demeurent en vigueur dans la nouvelle loi communale (NLC) de 1988 et dans le Code de la démocratie locale et de la décentralisation (CDLD) de 2004.

4. ORGANISATION

La manière dont les communes sont organisées est déterminée par la loi communale du 30 mars 1836.

Celle-ci prévoit l'existence d'un corps communal regroupant des conseillers, un bourgmestre et des échevins. Ils forment le Conseil communal. Le bourgmestre et les échevins, dont le mode de désignation a évolué au cours du temps, composent le Collège des bourgmestre et échevins ou Collège échevinal. À côté de ces fonctions politiques, chaque commune dispose d'un secrétaire et d'un receveur. Les commissaires de police et, dans certaines localités, les gardes champêtres se partagent les attributions en matière de police.

Les rapports annuels sur l'administration et la situation des affaires de la commune dressés en exécution de l'article 70 de la loi communale donnent un aperçu de l'organisation de chaque administration communale. Une copie de ces rapports était envoyée au Gouvernement provincial. Enfin, les registres aux délibérations du Conseil communal et du Collège constituent la source par excellence pour décrire l'organisation de la commune et son histoire.

B. ARCHIVES

1. HISTORIQUE

L'article L1123-28 du CDLD dispose : « Le collège communal veille à la garde des archives et des titres ; il en dresse les inventaires en double expédition, ainsi que des chartes et autres documents anciens de la commune, et empêche qu'aucune pièce ne soit vendue ou distraite du dépôt ». Cette disposition reprend *mutatis mutandis* les dispositions de l'article 100 de la loi communale de 1836 (devenu l'article 132 de la NLC). Une circulaire ministérielle du 9 janvier 1839 précise que la maison communale est le lieu le plus propre au dépôt des archives communales. La loi du 24 juin 1955 relative aux archives place les archives des communes sous la surveillance de l'archiviste général du Royaume ou de ses délégués. Elles ne peuvent être détruites sans que la commune n'ait obtenu l'autorisation de l'archiviste général du Royaume ou de ses délégués.

La mise en œuvre de ces dispositions et les mesures de sauvegarde ou de gestion des archives sont rarement documentées. Cet aperçu se base donc sur les dossiers centraux des communes de Lesve et de Profondeville constitués par les Archives de l'État¹⁶.

¹⁶ ARCHIVES DE L'ÉTAT À NAMUR, *Dossiers centraux*, dossier « Commune de Lesve » et « Commune de Profondeville ».

La première situation connue est celle brossée par un premier inventaire comprenant 25 articles en 1820 ; cet inventaire est réalisé à la suite de la demande du gouverneur et est connu par une copie de 1830. Un deuxième inventaire est réalisé en 1830 avec comme point de départ les 25 articles du premier. Il compte 26 articles supplémentaires.

Les archives inventoriées à l'époque comprennent, entre autres, la correspondance, les registres aux délibérations et de l'état civil, des documents relatifs au patrimoine communal, aux finances, à la population, à la milice et aux réquisitions, à la voirie vicinale et communale, et les dossiers relatifs au Bureau de Bienfaisance et à la Fabrique d'église. Il est aussi fait mention d'un registre de mesurage des terrains de 1782 et de registres de baptêmes et décès de 1779 à 1797.

Ces deux inventaires indiquent parfois les contenants et le mobilier dans et sur lesquels sont rangées les archives : on y trouve mention d'un coffre en chêne avec serrures, d'un autre coffre, une « armoire pour archives », une « encoignure de douze rayons » et une table. Les papiers sont quelquefois rangés dans des cartons, mais souvent aussi en liasses et en paquets.

Le rapport d'inspection le plus ancien date de 1967, date à laquelle Gaston Beterams note que les archives subissent des pertes, mais que le secrétaire communal est favorable à un dépôt.

Il faut attendre 1969 pour avoir un rapport détaillé sur la situation des archives de la commune.

Le rapport dresse la situation suivante : l'état de conservation des archives est bon ; les documents sont entreposés dans le bureau du secrétaire communal, dans des armoires métalliques et en bois, ainsi que dans un local attenant, sur des étagères métalliques. Un classement des archives par la firme SEPELI est alors prévu. La commune conserve encore deux registres paroissiaux du XVIII^e siècle, les registres aux délibérations (depuis 1831), de l'état civil (depuis 1797) et de la population (depuis 1867), ainsi que les comptes et budgets et les dossiers administratifs des XIX^e et XX^e siècles. Les archives de Lesve ont connu des pertes durant la Seconde Guerre mondiale et lors du déménagement de l'administration dans la nouvelle maison communale.

Deux inspections ont lieu ensuite dans la nouvelle entité de Profondeville ; de la première, effectuée en janvier 1977 par Cécile Douxchamps-Lefèvre, il ressort qu'une partie des archives des anciennes communes est déjà regroupée à la maison communale de Profondeville à l'époque (le reste devant suivre), et que la commune envisage de confier la gestion des archives à un cadre retraité en tant que bénévole. La seconde inspection est datée de 1991 ; Françoise Jacquet-Ladrier note que les archives communales sont bien rangées et étiquetées, les locaux propres et le matériel adéquat. Les archives de Lesve sont entreposées à deux endroits : la maison communale de Profondeville sur des mezzanines et dans un bâtiment sur la chaussée de Dinant. Les archives de l'ancienne commune de Lesve étaient en bon état, entreposées sur des rayonnages métalliques et avaient une importance matérielle de plus ou moins 20 mètres.

En 1986 a lieu un reclassement des archives par l'Union des villes et des communes. À cet effet, un inventaire des archives avant fusion est réalisé pour chaque commune absorbée dans la nouvelle entité de Profondeville. Il s'agit d'un relevé par thématique suivant le classement de l'Union des villes. L'inventaire des archives de Lesve a pour dates extrêmes 1860-1976.

En vue de valoriser son patrimoine communal et de garantir sa pérennité, la commune a signé, en date du 9 septembre 2020, une convention de partenariat avec les Archives de l'État. Celle-

ci charge l'équipe du projet « Archives locales de Wallonie » de préparer le dépôt des fonds communaux antérieurs à la fusion en procédant à un tri et en rédigeant les inventaires. C'est également dans le cadre de cette collaboration que des archives postérieures à 1976 sans plus d'utilité administrative ou juridique et sans intérêt historique ont été détruites en parfaite concertation avec les différents services communaux et avec l'autorisation du délégué de l'archiviste général du Royaume.

2. ACQUISITION

Les archives ont été déposées par la commune de Profondeville. Le dépôt a été inscrit au registre des acquisitions des Archives de l'État à Namur le 16/07/2024 sous le n° 2024/30.

III. CONTENU ET STRUCTURE

A. CONTENU

Les archives décrites dans cet inventaire ont trait au fonctionnement et aux activités de la commune de Lesve entre 1798 et 1977.

Le plus ancien document inventorié ici est un dossier d'aliénation de la maison de cure datant de 1798. La masse documentaire conservée va croissant tout au long des XIX^e et XX^e siècles. On ne compte qu'une poignée de documents des années 1800-1820, tandis que les années 1830-1880 sont légèrement mieux représentées notamment par des dossiers de ventes ; l'accroissement est sensible pour les années 1890 et se fait plus rapide pour la suite, en particulier à partir de 1920. L'essentiel de la masse documentaire date des années 1950 à 1970.

La période des deux guerres mondiales est moins fournie ; par ailleurs, certaines lacunes s'expliquent par le fait que les archives ont connu des destructions lors du dernier conflit.

Procédons par grandes séries d'archives :

1. CONSEIL COMMUNAL ET COLLÈGE DES BOURGMESTRE ET ÉCHEVINS

On appelle Collège des bourgmestre et échevins ou Collège échevinal la réunion des bourgmestre et échevins chargés de l'administration de chaque commune. Le bourgmestre et les échevins, agissant ensemble et indivisément, procèdent par voie de délibération. Ils constituent un corps délibérant du pouvoir exécutif et non pas un pouvoir délibérant législatif, tel que l'est le Conseil communal. Les actes posés par le Collège ne font généralement qu'administrer, exécuter ou appliquer les lois et règlements à des cas particuliers ou à des individus déterminés, sauf le droit de réglementation résultant d'une délégation. Toutes les décisions importantes prises par le Collège et les délibérations du Conseil sont consignées dans deux séries de registres. Ces registres aux délibérations permettent normalement de suivre l'évolution de la politique locale et la gestion des affaires communales, depuis les premières années du XIX^e siècle jusqu'à nos jours.

2. FINANCES ET FISCALITÉ

Les finances communales occupent une part importante de l'activité de l'administration et constituent un élément particulièrement important des archives. Chaque année un budget est établi par le Collège, mis à l'approbation du Conseil et soumis à l'autorité de tutelle. Par la suite, une comptabilité précise des dépenses et des recettes est tenue par le receveur

communal. Toutes les initiatives et les activités menées par les autorités communales se retrouvent dans ces dossiers. Le moindre engagement financier donne lieu à des contrats, factures et mandats de paiement de toute nature. Les pièces justificatives aux comptes ne sont toutefois pas toutes conservées et pour les périodes récentes, un tri est opéré par l'archiviste, qui ne conserve finalement que les dossiers les plus significatifs et une année type par législature, permettant au chercheur d'évaluer correctement l'évolution à long terme des finances communales.

Si la gestion financière nous renseigne sur tous les aspects des activités communales, elle génère aussi de nombreux documents très utiles pour connaître les personnes qui habitent la localité. L'administration perçoit en effet sur les habitants des taxes et des impôts divers. Elle tient à cet effet des rôles de contribuables, qui complètent les informations individuelles reprises dans les registres de la population. Les propriétés foncières sont également taxées et chaque commune dispose de registres et de plans cadastraux, déposés par les services du Cadastre, qui donnent une idée fort précise de l'organisation de l'espace et de la structure de la propriété immobilière. On peut suivre par ce biais l'histoire d'une habitation ou d'un terrain au cours des ans et en connaître les propriétaires successifs.

3. PATRIMOINE

Le patrimoine communal se compose de nombreux biens immobiliers divers. Il existe donc dans les archives d'importants dossiers relatifs à l'acquisition, à l'échange, à l'expropriation ou à la vente de biens communaux ou encore de dossiers constitués dans le cadre des ventes de coupes de bois. En règle générale, les principaux édifices du village sont aussi propriété communale : l'église, le presbytère, l'école et le cimetière nécessitent ainsi un coûteux entretien et des travaux réguliers que l'on peut suivre d'année en année à l'aide des dossiers constitués et conservés par l'administration.

4. ÉTAT CIVIL

L'état civil a été institué en France par décret du 20 septembre 1792. À partir de cette date, dans chaque commune, l'officier de l'état civil consigne dans des registres distincts tenus en double les naissances, les mariages et les décès intervenus sur le territoire communal au cours de l'année. Il tient aussi un registre pour les publications de mariages. L'officier de l'état civil clôture ses registres en fin d'année et transmet un exemplaire au greffe du tribunal de première instance de l'arrondissement, avec le registre aux publications de mariages, tenus en un unique exemplaire. L'exemplaire communal est encore aujourd'hui conservé par la commune afin d'éviter la présence dans le même bâtiment des deux exemplaires.

5. POPULATION

Depuis 1847, les communes doivent tenir un répertoire de l'ensemble des habitants ayant leur résidence habituelle dans la commune. Ces registres de population, actes authentiques et publics renouvelés après chaque recensement décennal, rendent compte de la composition de chaque famille, de l'identité des individus et des mouvements qui interviennent, tels qu'arrivées dans la commune, départs, naissances, mariages ou décès.

Dans le fonctionnement journalier de l'administration communale, ces registres servent à l'établissement des travaux de statistique (pour les opérations de recensement et l'établissement des mouvements annuels d'émigration et d'immigration), à la révision des listes électorales (pour les chambres, le conseil provincial, le conseil communal, les conseils

de prud'hommes, les conseils de l'industrie et du travail), à l'organisation de la police (pour les recherches sur l'identité des délinquants), de la milice et de la garde civique (le service de la garde civique est dû par celui qui a une résidence réelle), à la détermination du domicile de secours des indigents et des enfants qui ont droit à l'instruction gratuite, à la participation à l'affouage, etc.

Pour l'historien, ces registres sont d'un grand intérêt pour toutes les données socioéconomiques et démographiques qu'ils renferment (avec les nom et prénoms, le lieu et la date de naissance, l'état civil, le domicile légal, la profession, la fonction ou la position, la nationalité et des renseignements relatifs à la milice, à la garde civique ou encore au casier judiciaire).

La tenue des registres de population rentre dans les tâches de l'administration générale de la commune, donc dans les attributions du Collège communal. Aux termes de l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 30 décembre 1900, c'est désormais l'officier de l'état civil qui est chargé de faire observer exactement tout ce qui concerne leur tenue. Les registres obligatoires sont le registre principal, les registres d'entrée et de sortie des habitants. Enfin, les règlements imposent la confection d'un index ou répertoire des noms des habitants. Depuis le début des années 1980, les registres de population tendent à disparaître au profit de bases de données informatiques établies en connexion avec le registre national des personnes physiques.

6. ÉLECTIONS

C'est au niveau communal que sont constituées les listes des électeurs pouvant participer aux scrutins nationaux, provinciaux ou communaux. L'administration conserve ainsi des dossiers concernant les personnes éligibles et les candidats, les électeurs, le déroulement des différentes élections et généralement les résultats des élections communales, ainsi que l'installation des nouveaux conseils et collèges communaux. La teneur des listes électorales varie dans le temps en fonction de la législation en vigueur. Les listes d'électeurs sont vérifiées et modifiées périodiquement en fonction des revenus déclarés des habitants et, plus tard, sur base de leur domicile légal, de leur citoyenneté belge ou européenne, et d'éventuelles restrictions temporaires de leurs droits politiques, dues à une condamnation judiciaire ou à une incapacité mentale. La révision des listes électorales donne souvent lieu à des contestations, qui sont soumises aux cours et tribunaux.

7. AFFAIRES MILITAIRES

C'est sur base des registres de l'état civil et de population que sont établis les registres de milice et les dossiers qui les accompagnent. Jusqu'à la suspension du service militaire obligatoire en 1994, on dressait chaque année la liste des jeunes hommes en âge d'être appelés. Selon les époques, ces candidats miliciens pouvaient échapper au service militaire en fonction d'un tirage au sort favorable, d'une exemption pour cause physique ou d'une objection de conscience. Des motifs divers permettaient aussi d'obtenir un sursis et de retarder l'enrôlement. Les dossiers constitués à cet effet sont généralement conservés, mais il faut souligner qu'ils peuvent faire largement double emploi avec ceux qui existent au niveau provincial ou national.

8. TRAVAUX PUBLICS

La commune s'occupe de tout ce qui concerne l'infrastructure, les voiries ou les bâtiments publics communaux soit en tant que principal maître d'œuvre de certains projets, soit en tant

qu'associée aux travaux menés par les autorités provinciales, nationales et plus tard régionales. L'établissement de la distribution d'eau potable, l'électrification des campagnes et l'installation progressive du téléphone ou de la télédistribution constituent une vaste entreprise qui modifie considérablement l'existence des populations rurales.

9. ENSEIGNEMENT

L'organisation de l'enseignement primaire constitue un secteur important de la politique communale au cours des XIX^e et XX^e siècles. Les archives communales conservent divers dossiers relatifs à l'organisation générale, au personnel enseignant, aux bâtiments scolaires et au matériel didactique. Des listes d'écoliers sont dressées annuellement ce qui permet de suivre la scolarisation de la jeunesse locale.

10. BIENFAISANCE OU ASSISTANCE PUBLIQUE

Dès le début du XIX^e siècle, un Bureau de bienfaisance est institué dans chaque commune. Il s'occupe de soulager les habitants les plus pauvres et prend en charge certains frais récurrents comme ceux liés à la scolarisation des enfants, aux soins médicaux, aux domiciles de secours, à l'internement de déficients mentaux ou encore à l'éducation d'orphelins dans des établissements spécialisés, situés en général en dehors de la commune. Certains de ces organismes bénéficient des largesses de bienfaiteurs et sont en mesure de créer sur le territoire communal une œuvre de bienfaisance spécifique, principalement un home pour personnes âgées. Les autorités communales exercent une tutelle étroite sur les budgets et les comptes des institutions de bienfaisance et en contrôlent l'essentiel des activités. Aux bureaux créés en 1800 succèdent les commissions d'assistance publiques (CAP) en 1925, puis les centres publics d'aide sociale (CPAS) en 1977, devenus centres publics d'action sociale en 2004.

11. CULTE

Sous Napoléon Bonaparte, la vie religieuse est réorganisée sur des bases nouvelles. L'Église catholique occupe une place prépondérante. Elle bénéficie en priorité des mesures prises par l'empereur visant à restituer aux paroisses tout ou une partie des biens qu'elles possédaient avant la Révolution et d'en assurer la gestion rationnelle. Des institutions publiques, les fabriques d'églises, sont instituées par un décret du 30 décembre 1809, afin de prendre en charge l'organisation matérielle du culte. Si la majorité des églises appartient à la commune, qui en assure la restauration et l'entretien, les fabriciens se chargent d'administrer les biens propres de la paroisse. Ils se chargent également de subvenir aux frais du culte tels que le luminaire ou une partie du mobilier et de l'aménagement intérieur. Les autorités communales exercent une tutelle étroite sur les budgets et les comptes des fabriques d'églises et en contrôlent l'essentiel des dépenses. Quant aux ministres du culte, ils sont payés directement par l'État, mais reçoivent parfois un supplément de traitement de la commune et entretiennent avec les autorités municipales des relations étroites, qui reflètent généralement fort bien l'évolution des rapports complexes entre l'Église et l'État aux XIX^e et XX^e siècles.

B. SÉLECTIONS ET ÉLIMINATIONS

Le tri a été effectué conformément aux directives suivantes :

MARÉCHAL Griet, *Conservation et destruction des archives communales. Directives et recommandations*, t. 1 : *État civil, population, milice, finances*. Bruxelles : Archives générales du Royaume et Archives de l'État dans les Provinces, 1988 (Miscellanea Archivistica Studia, 1).

MARÉCHAL Griet, *Conservation et destruction des archives communales. Directives et recommandations*, t. 2 et 3. Bruxelles : Archives générales du Royaume et Archives de l'État dans les Provinces, 2005 (Miscellanea Archivistica Manuale, 52 et 53).

C. ACCROISSEMENTS/COMPLÉMENTS

Le fonds est clos et la plupart des documents sont désormais conservés aux Archives de l'État. Les principales exceptions sont les permis d'urbanisme, les registres de l'état civil et les atlas des cours d'eau non navigables ni flottables et des chemins vicinaux. Ces deux derniers documents sont du reste désormais consultables sur le Géoportail de la Wallonie¹⁷. L'absence de dépôt s'explique, d'une part, par l'utilité administrative pour les services communaux et, d'autre part, par l'existence d'un double de l'état civil (exemplaire venant du greffe du tribunal de première instance) et des permis de bâtir (exemplaire venant de l'Administration de l'Urbanisme) aux Archives de l'État.

D. MODE DE CLASSEMENT

Les archives de la commune étaient partiellement classées selon le système de classement décimal national (CDN). Ce type de catalogage ne convient cependant pas pour les archives définitives pour les raisons suivantes :

- Ce classement par sujet a un caractère artificiel. Outre le fait qu'il soit subjectif (choisir un seul élément du contenu est une opération souvent hasardeuse), ce catalogage effectué *a posteriori* est distinct de l'organisation initiale des archives, organisation reflétant le fonctionnement des services. Ce classement est contraire au principe de respect de la structure du fonds d'archives, de l'ordre organique résultant du traitement administratif¹⁸. Ainsi par exemple, pour les archives relatives aux bâtiments communaux servant à l'enseignement, ces dossiers ont-ils initialement été produits et traités par le service communal des travaux ou le service communal en charge de l'enseignement ? Il n'est plus possible de le dire et nous avons dû faire des choix de manière arbitraire. L'authenticité et l'intégrité des dossiers tels qu'initialement constitués ne pourront plus être établies avec certitude.
- Les descriptions contenues dans ce type de classement ont un caractère peu détaillé qui ne répond en aucun cas aux normes archivistiques internationales en vigueur pour la réalisation d'instruments de recherche (principalement la norme ISAD(G)). Ainsi, les dates extrêmes des dossiers étaient-elles rarement indiquées.
- Les archives n'ont fait l'objet d'aucun tri préalable à leur classement.

Ainsi a-t-il été indispensable de reclasser l'ensemble des documents en utilisant le cadre de classement repris dans la publication de Guy Gadeyne¹⁹. Les principales subdivisions de ce cadre sont les suivantes :

¹⁷ Ces deux derniers documents sont du reste désormais consultables sur le Géoportail de la Wallonie : <http://geoportail.wallonie.be>.

¹⁸ En archivistique, la règle suivante est fondamentale : les dossiers (qui constituent en général une unité archivistique) sont uniquement constitués par le producteur d'archives, et non pas par l'archiviste. Dans le cas présent, il n'est généralement pas possible de déterminer si les dossiers ont été constitués par les services communaux ou *a posteriori*, lors de leur « archivage », par une personne étrangère au service.

¹⁹ GADEYNE G., *Cadre de classement pour les archives communales statiques non structurées (1795 – ca 1977)*, Bruxelles, 1997 (Archives générales du Royaume, Miscellanea Archivistica, Manuale 18).

- I. Généralités
- II. Organisation et personnel
- III. Patrimoine
- IV. Finances et fiscalité
- V. État civil
- VI. Population
- VII. Élections
- VIII. Affaires militaires et guerres
- IX. Ordre et sécurité publics
- X. Santé publique
- XI. Travaux publics, services d'utilité publique, aménagement du territoire et urbanisme
- XII. Enseignement
- XIII. Culture, sports et divertissements
- XIV. Vie économique
- XV. Affaires sociales et réglementation du travail
- XVI. Bureau de bienfaisance et Commission d'assistance publique
- XVII. Relations avec les cultes reconnus

Les rubriques ont été adaptées au fonds d'archives selon les besoins spécifiques. Sous une sous-rubrique, les différentes descriptions archivistiques ont été classées dans l'ordre chronologique.

IV. CONSULTATION ET UTILISATION

A. CONDITIONS D'ACCÈS

Dans le respect de la réglementation en vigueur et sous réserve d'éventuelles modifications, les archives (hormis les registres de la population, des étrangers et de l'état civil) de plus de 30 ans et ne contenant pas de données à caractère personnel sont librement consultables. Dans le cas d'archives de plus de 30 ans et contenant des données à caractère personnel, une autorisation du Collège communal est nécessaire. Cette autorisation n'est plus nécessaire lorsque les archives contenant des données à caractère personnel ont plus de 100 ans.

Les règles spécifiques de consultation des registres de la population et des registres des étrangers sont fixées de la manière suivante : les registres clôturés depuis plus de 120 ans sont librement consultables à des fins généalogiques ou historiques ou à d'autres fins scientifiques tandis que les registres clôturés depuis moins de 120 ans ne sont pas consultables. Seuls des extraits peuvent éventuellement être délivrés moyennant une autorisation écrite du Collège communal et dans le respect de la législation en vigueur.

B. CONDITIONS DE REPRODUCTION

La reproduction des documents s'opère selon les règlements et tarifs en vigueur aux Archives de l'État. Pour le cas plus particulier des registres de la population et des registres des étrangers, des reproductions peuvent être délivrées pour les seuls registres clôturés depuis plus de 120 ans.

C. LANGUES ET ÉCRITURE DES DOCUMENTS

Toutes les pièces sont en français.

V. SOURCES COMPLÉMENTAIRES

A. DOCUMENTS APPARENTÉS

Outre le présent fonds, les Archives de l'État à Namur conservent un premier dépôt d'archives du producteur : Archives de la Commission d'assistance publique de Lesve (références : 525 – I96). Ce fonds contient des pièces datant de la période 1830-1977.

Afin de compléter l'information contenue dans le présent inventaire, le chercheur pourra utiliser les archives des autorités provinciales exerçant la tutelle sur les communes, archives partiellement conservées aux Archives de l'État et par le Gouvernement provincial.

Différentes sources imprimées sont également disponibles, notamment le *Mémorial administratif de la Province de Namur*, puis *Bulletin provincial*, l'*Almanach de Namur et du Département de Sambre-et-Meuse*, puis *de la Province de Namur* (depuis 1796) et l'*Almanach royal* (1840-1939). Le lecteur y trouvera, année par année, des informations telles que la liste des bourgmestres, échevins et conseillers, le nom du secrétaire et du receveur communal, ceux du commissaire de police, du garde champêtre et des cantonniers, le nombre d'habitants ou encore le montant du cens électoral.

Enfin, les fonds et collections des Archives de l'État accessibles via le moteur de recherche search.arch.be ou via le portail cartographique www.cartesius.be permettent d'approfondir la recherche sur un grand nombre de sujets dépassant les frontières communales.

B. BIBLIOGRAPHIE

Bibliographie historique de la province de Namur (qui paraît depuis 1981 [pour 1979] dans la revue namuroise *Le Guetteur wallon*).

DELOOZ R., *Wépion, Dave et Profondeville*, Lonzée, 2011.

DE SEYN E., *Dictionnaire historique et géographique des communes belges*, Turnhout, s.d.

HASQUIN H., *Communes de Belgique. Dictionnaire d'histoire et de géographie administrative*, t. 1 : *Wallonie*, Bruxelles, 1980.

Histoire et patrimoine des communes de Belgique, Province de Namur, Bruxelles, 2008.

TOISOUL J., *Souvenirs de Lesve*, [s.l.], 1983.

VRIELINCK S., *De territoriale indeling van België (1795-1963). Bestuursgeografisch en statistisch repertorium van de gemeenten en de supracommunale eenheden (administratief en gerechtelijk). Met de officiële uitslagen van de volkstellingen*, Louvain, 2000, 3 vol.

VI. CONTRÔLE DE LA DESCRIPTION

L'entrée de ce fonds aux Archives de l'État et les opérations d'inventaire ont été réalisées dans le cadre du projet « Archives locales de Wallonie ». Ce projet se donne pour but d'aider les villes, communes et centres publics d'action sociale à mieux gérer leurs archives et de leur permettre de les déposer dans le respect des prescriptions légales.

Marc Focant, responsable du projet, et Louise Derycke se sont chargés du tri, de la rédaction d'un bordereau d'élimination et de la préparation du dépôt dans les locaux communaux. L'élaboration de cet instrument de recherche est ensuite intervenue en plusieurs étapes dans le courant des années 2020 à 2023.

La rédaction de l'inventaire et de la description générale du fonds a été réalisée par Louis Dupont, étudiant en histoire à l'UCLouvain, dans le cadre d'un stage en archivistique durant le mois d'avril 2023. Julien Laurent, attaché en charge du projet, a encadré le stage étudiant et a revu l'ensemble. Ce travail a été terminé en 2023. Emmanuel Bodart, chef de service, Marc Focant, chef de projet, et Sébastien Dubois, directeur opérationnel, ont relu l'inventaire et apporté diverses corrections avant publication.

À la suite du conditionnement, le n° 888 a été placé après le n° 51, et le n° 889 après le n° 241. Par ailleurs, les n° 95, 205, 271, 346, 501, 515, 516, 627, 640, 666, 697, 756 ont été supprimés.

L'inventaire est conforme à la norme ISAD(G) et aux *Directives relatives au contenu et à la forme d'un inventaire d'archives* des Archives de l'État (version d'août 2014).

INVENTAIRE

I. GÉNÉRALITÉS

A. CONSEIL COMMUNAL

- | | | |
|--------|---|------------|
| 1-9. | Registres aux délibérations.
1831-1976. | 9 volumes |
| 1. | 6 février 1831 – 28 avril 1844. | |
| 2. | 16 mai 1844 – 7 juin 1863. | |
| 3. | 9 août 1863 – 28 juin 1896. | |
| 4. | 28 juin 1896 – 2 octobre 1924. | |
| 5. | 12 octobre 1924 – 23 février 1934. | |
| 6. | 11 mars 1933 – 18 juin 1942. | |
| 7. | 27 juillet 1942 – 4 juillet 1956. | |
| 8. | 12 décembre 1956 – 14 décembre 1973. | |
| 9. | 15 février 1974 – 23 décembre 1976. | |
| 10. | Registre aux procès-verbaux.
1894-1933.
Mauvais état matériel. | 1 volume |
| 11. | Registre des présences aux séances.
26 janvier 1933 – 14 mars 1937. | 1 volume |
| 12-26. | Rapports annuels sur l'administration et la situation des affaires de la commune.
1953-1974. | 18 cahiers |
| 12. | 1953. | 1 cahier |
| 13. | 1955. | 2 cahiers |
| 14. | 1957. | 1 cahier |
| 15. | 1961. | 1 cahier |
| 16. | 1963. | 1 cahier |
| 17. | 1964. | 1 cahier |
| 18. | 1965. | 2 cahiers |
| 19. | 1966. | 1 cahier |
| 20. | 1967. | 1 cahier |
| 21. | 1968. | 1 cahier |
| 22. | 1969. | 1 cahier |
| 23. | 1970. | 1 cahier |
| 24. | 1971. | 1 cahier |
| 25. | 1973. | 2 cahiers |
| 26. | 1974. | 1 cahier |

B. COLLÈGE DES BOURGMESTRE ET ÉCHEVINS

- 27-31. Registres aux délibérations.
1852-1867, 1933-1976. 5 volumes
27. 21 février 1852 – 6 janvier 1867.
28. 27 janvier 1933 – 30 mars 1949
29. 1^{er} avril 1949 – 3 mai 1966
30. 10 mai 1966 – 27 décembre 1974
31. 17 janvier 1975 – 23 décembre 1976.

**C. REGISTRES ET/OU RÉPERTOIRES CONCERNANT LES
ENQUÊTES PUBLIQUES (« DE COMMODO ET INCOMMODO »)**

32. Registre d'inscription des publications et des procès-verbaux de clôture des
enquêtes de commodo et incommodo.
30 juillet 1958 – 14 février 1963. 1 volume

D. RÉPERTOIRE DES ACTES

- 33-35. Répertoires des actes passés devant le bourgmestre.
1894-1940. 3 cahiers
33. 7 avril 1894 – 10 avril 1911.
34. 23 juin 1912 – 10 janvier 1923.
35. 1^{er} janvier 1923 – 9 janvier 1940.

E. CORRESPONDANCE GÉNÉRALE

- 36-43. Registres de la correspondance.
1827-1847, 1914-1923, 1925-1932, 1936-1943, 1949-1969, 1973-1977. 8 volumes
36. 17 octobre 1827 – 30 août 1847.
37. 6 janvier 1914 – 5 septembre 1923.
38. [19 décembre] 1925 – 23 décembre 1932.
39. 2 octobre 1936 – 16 mars 1943.
40. 12 septembre 1949 – 4 juin 1954.
41. 4 juin 1954 – 15 décembre 1956.
42. 15 décembre 1956 – 11 avril 1969.
Les premières pages du volume sont détachées et abîmées.
43. 2 août 1973 – 21 janvier 1977.
Sorties.
44. Correspondance générale et pièces afférentes.
1939-1975. 1 chemise

F. TUTELLE ADMINISTRATIVE

45. Lettre du nouveau commissaire d'arrondissement à titre intérimaire.
6 janvier 1941. 1 pièce

G. RESPONSABILITÉ, CONTENTIEUX ET ACTIONS EN JUSTICE

46. Dossier relatif aux contentieux avec des particuliers suite à la vente d'une partie de voirie communale par un particulier.
1956-1958. 1 chemise
Présence de plans.
47. Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal autorisant une action en justice contre un particulier ayant usurpé une parcelle de terrain communal.
28 mai 1957. 1 pièce
48. Lettres du directeur général des constructions et du bourgmestre relatives à un accident de roulage ayant entraîné des dommages matériels.
1966. 2 pièces
49. Lettre de Jacques Boxus, avocat, et extrait du registre aux délibérations relatifs au litige entre la commune et des particuliers concernant le recouvrement de frais d'échardonnage.
1972. 2 pièces
50. Dossier relatif au litige entre la commune et un particulier concernant les limites de la voirie à l'extrémité du chemin vicinal n° 34, chemin du Pape.
1974. 1 chemise
Présence d'un plan.

II. ORGANISATION ET PERSONNEL

A. LA COMMUNE EN TANT QU'ENTITÉ ADMINISTRATIVE

1. FUSION

51. Dossier relatif à la fusion des communes.
1972-1976. 1 chemise
Présence de deux plans.

2. TERRITOIRE

- - ---. Plans cadastraux primitifs.
1830. 2 pièces
888. Section A.
52. Section C.
53. Dossier relatif à la délimitation du territoire communal.
1897-1912, 1921, [ca 1962]. 1 chemise
Présence de deux plans.
54. Extrait du plan cadastral, section D.
15 juin 1962. 1 pièce

3. ARMOIRIES

55. Dossier relatif à la création des armoiries de la commune.
1966-1974. 1 chemise
Présence de plans.

4. RANG DANS LA CLASSIFICATION DES COMMUNES

56. Dossier relatif au reclassement de la commune.
1955-1971. 1 chemise

5. COOPÉRATION INTERCOMMUNALE

57. Dossier relatif à la participation de la commune dans l'Union des villes et des communes belges.
1928, 1971-1973. 1 chemise
58. Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal relatif à la cotisation pour l'Union des villes et communes belges et à l'Action wallonne.
26 décembre 1930. 1 pièce
59. Titre de coopérateur de la Société intercommunale d'aménagement et d'équipement économique de la région namuroise (SIAEE).
10 novembre 1973. 1 pièce

B. ORGANISATION ET MEMBRES DES ORGANES POLITIQUES

1. CONSEIL COMMUNAL

60. Lettre au bourgmestre relative à la déchéance d'un conseiller communal.
1^{er} juin 1923. 1 pièce
61. Dossier relatif à l'installation des conseillers communaux.
1947-1972. 1 chemise
62. Lettres de démission de Jean André, conseiller communal, et d'Émile Robe, conseiller communal et échevin.
12 juin 1958, 7 juillet 1969. 2 pièces
63. Lettre d'Émile Lacroix, sénateur, suggérant une célébration pour les 25 ans d'exercice de fonctions d'un conseiller communal.
20 juillet 1972. 1 pièce

2. COLLÈGE DES BOURGMESTRE ET ÉCHEVINS

64. Dossier individuel de Clément Patiny, bourgmestre.
1948-1966. 1 chemise
65. Dossier relatif à la pension du bourgmestre et des échevins.
1966-1976. 1 chemise
66. Dossier relatif aux traitements du bourgmestre et des échevins.
1971-1976. 1 chemise
67. Dossier relatif à l'institution d'un congé pour l'exercice des mandats politiques.
1975. 1 chemise

3. BOURGMESTRE

68. Dossier relatif à la condamnation du bourgmestre pour incivisme.
1942-1946. 1 chemise

69. Liste des bourgmestres de la commune depuis 1830.
13 février 1969. 1 pièce
- C. ORGANISATION DES ARCHIVES**
70. Dossier relatif au classement et à l'archivage des documents.
1959, 1967-1976. 1 chemise
- D. PERSONNEL DES SERVICES**
- 1. STATUT DU PERSONNEL, TRAITEMENTS ET AUTRES RÈGLEMENTS**
Consulter également le n° 124.
- - ---. Dossiers relatifs aux traitements.
1917-1976. 3 chemises
71. Personnel administratif et ouvrier.
1917-1918, 1931, 1947-1976.
73. Personnel enseignant.
1927-1929, 1955-1971.
76. Gardes champêtres.
1958-1973.
72. Dossier relatif à la caisse de répartition des pensions communales.
1926-1952. 1 chemise
74. Dossier relatif aux indemnités et allocations spéciales.
1928-1976. 1 chemise
75. Dossier relatif aux allocations familiales.
1937-1976. 1 chemise
77. Dossier relatif aux distinctions honorifiques.
1966-1975. 1 chemise
- 2. DOSSIERS ÉTABLIS À LA SUITE DE FAITS PARTICULIERS**
78. Correspondance relative au commis de ravitaillement.
1941-1946. 1 chemise
79. Dossier relatif à la création d'un poste de messenger communal.
1943. 1 chemise
- 3. DOSSIERS DU PERSONNEL ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE**
- 80-86. Dossiers individuels des secrétaires communaux.
1927-1976. 7 chemises
80. Léon Ledoux.
1927-1928.
81. Octave Pochet.
1928.
82. Firmin Brosteaux.
1928-1967.

83.	Jules Chambon. 1941-1948. Occupe également la fonction d'agent de ravitaillement.	
84.	Raoul Leloup. 1945-1948.	
85.	Robert Defosse. 1951-1971.	
86.	Henri Marion. 1964-1976.	
87.	Dossier individuel de Joseph Demanet, receveur communal. 1928-1937.	1 chemise
88.	Dossier individuel de Fernand Doumont, receveur régional. 1937-1976.	1 chemise
89.	Dossier individuel d'Henri Pochet, aide au secrétariat. 1940.	1 chemise
4. DOSSIERS DU PERSONNEL OUVRIER		
90-91.	Dossiers individuels des fossoyeurs. 1922, 1943-1945.	2 chemises
90.	Jules Hennaut. 1922.	
91.	Maurice Titeux. 1943-1945.	
--- - ---.	Dossiers individuels des cantonniers. 1926-1973.	3 chemises
93.	Joseph Thys. 1926-1943, 1952, 1964.	
94.	Joseph Foulon. 1931.	
92.	Marcel Cordier. 1946-1973. Également fossoyeur.	
96.	Arrêté du Ministère de l'Agriculture nommant Achille-Joseph Noel, garde effectif des Eaux et Forêts du triage. 3 février 1937.	1 pièce
97.	Dossier relatif au recrutement d'un garde forestier surnuméraire. 1954-1955.	1 chemise
5. DOSSIERS DU PERSONNEL ENSEIGNANT		
--- - ---.	Dossiers individuels du personnel enseignant. 1894-1984.	21 chemises
--- - ---.	Personnel définitif. 1894-1984.	14 chemises
98.	Madame Nys-Deneffe, institutrice gardienne. 1894-1896.	

99. Madame Denis-Crevin, institutrice primaire.
1895-1907.
100. Jules Demeuse, instituteur à l'école des adultes.
1899-1921.
101. Victor Bienfait.
1906-1923.
103. Alfred Sacré, instituteur primaire.
1931-1954.
105. Gerard Fontenoy.
1941.
106. Marie-Rose Bacq-Gubin, institutrice primaire en chef.
1941-1958.
107. Fernand Thonon, instituteur primaire en chef.
1941-1984.
108. Fernand Mingeot.
1943, 1977.
109. Madame Demol, chef d'école.
1952.
110. Alfred Sacré.
1954.
113. Yvon Schmitz, instituteur primaire.
1957-1965.
115. Danielle Fay, institutrice gardienne.
1959-1963.
117. Michel Pichet, professeur de morale.
1964-1966.
- - ---. Personnel intérimaire.
1931-1971. 7 chemises
102. Maurice Triquet.
1931-1932.
104. Jules Delmelle.
1934.
111. Christiane Legrain-Pochet.
1955-1957.
112. Francine Pochet.
1957.
114. Marguerite Paris-Tach.
1959.
116. Monique Lienart.
1963.
118. Léonie Mélanet.
1971.

6. DOSSIERS DU PERSONNEL DE POLICE

- 119-122. Dossiers individuels des gardes champêtres.
1924-1989. 4 chemises
119. Camille Ancia.
1924-1941.
120. Fernand Piette.
1936-1966.
121. Alphonse Noel.
1958-1989.
122. Franz Colinet.
1972-1973.
123. Dossier relatif au recrutement des gardes champêtres.
1947, 1957. 1 chemise

III. PATRIMOINE

A. GÉNÉRALITÉS

124. Dossier relatif aux assurances.
1844-1886, 1958-1975. 1 chemise

B. BIENS IMMOBILIERS

- - ---. Dossiers relatifs aux aliénations.
1798-1976. 10 pièces, 19 chemises et 1 cahier
125. Maison de cure et dépendances.
1798-1799. 1 chemise
126. Divers terrains communaux.
1813-1845, 1851-1852, 1859-1860, 1891-1915. 1 chemise
Les pièces annexes manquent parfois.
127. Bois dit « de Baule ».
8 décembre 1819. 1 pièce
Acte d'adjudication des enchères.
131. Parcelles limitrophes partagées avec la commune de Saint-Gérard,
située au lieudit « Four de Biaury ».
16 juillet 1838, 26 novembre 1839. 2 pièces
Actes de vente.
132. Parcelles communales voisines d'une propriété particulière.
26 juillet 1839. 1 pièce
Procès-verbal d'estimation.
133. Parcelle communale longeant le cimetière et parcelle communale
située au lieudit « Chevauchoir » sur la demande de
Jean Joseph Taquet et Gislain Joseph Triquet.
27 juillet 1839. 1 pièce
Procès-verbal d'information de commodo et incommodo.
134. Plusieurs parcelles au lieudit « Préaule ».
1839. 1 chemise

135. Parcelles appartenant à la commune de Lesve et de Saint-Gérard.
23 janvier 1840. 1 pièce
Procès-verbal de vente aux enchères.
137. Parcelle longeant le chemin des Hayettes et située au lieudit « Relai ».
29 décembre 1851. 1 cahier
140. Peupliers et sapins du presbytère.
16 octobre 1881. 1 pièce
Acte d'adjudication des enchères.
141. Ancien mobilier scolaire et arbres pour l'élargissement des chemins
n° 2, 23 et 32.
1904. 1 chemise
142. Emprise de la Société nationale de chemins de fer vicinaux (SNCFV)
dans une parcelle communale pour l'établissement de la ligne
Warnant – Lesve.
1904. 1 chemise
143. Parcelle située au lieudit « Fosse du Berger ».
1911-1913. 1 chemise
Présence de plans.
144. Excédent du chemin n° 1.
21 mars 1913. 1 pièce
Déclaration de vente.
145. Sentier n° 98.
1926. 1 chemise
Présence de plans.
146. Partie du sentier n° 76.
26 décembre 1926. 1 pièce
Avis aux habitants.
147. Parcelles cadastrées section B, n° 31² et section C, n° 97.
1928-1931. 1 chemise
Présence de plans.
148. Excédent du chemin n° 2.
1929-1931. 1 chemise
Présence de plans.
149. Excédent du chemin n° 32.
1931. 1 chemise
Présence de plans.
150. Deux parcelles aux veuves Jacques Simon et Bodart, propriétaires
attendant.
9 mai 1931. 1 pièce
Avis aux habitants.
151. Parcelle cadastrée section B, n° 312 partie.
1932-1933. 1 chemise
Présence de plans.
152. Sentier n° 57.
1933. 1 chemise
Présence d'un plan.
153. Sentier n° 67.
1933-1934. 1 chemise
Présence d'un plan.

154.	Excédents du chemin n° 23. 1934. Présence de plans.	1 chemise
155.	Propriété bâtie cadastrée section C, n° 274 ^l , 274 ^m et 274 ⁿ . [2 ^{de} moitié XX ^e siècle].	1 chemise
156.	Parcelle cadastrée section C, n° 417 ^b . 1955.	1 chemise
157.	Ancienne maison communale. 1963. Présence de plans.	1 chemise
158.	Parcelles à lotir cadastrées section B, n° 67 ⁱ , 67 ^k et 67 ^l , 70 ^k et 70 ^l . 1967-1976. Présence de plans.	1 chemise
159.	Parties des chemins vicinaux n° 2 et 23. 1972. Régularisation d'une situation de fait existant depuis 1908.	1 chemise
160.	Plan d'une partie de la commune de Lesve située au lieudit « Hayette ». [1 ^{re} moitié XIX ^e siècle].	1 pièce
161.	Dossier relatif à l'inventaires des titres, baux et renseignements concernant les biens communaux cédés à la caisse d'amortissement en vertu de la loi du 20 mars 1813. 1806, 1809, 1813.	1 chemise
162.	Plan d'un jardin et maison appartenant à Jean Joseph Barthelemy. 4 juillet 1839.	1 pièce
163-164.	Dossiers relatifs aux échanges. 1846-1847, 1893-1897.	2 chemises
163.	Parcelle longeant le bois dit « Pelé Cul » appartenant au baron de Goër contre une parcelle de la commune. 1846-1847.	
164.	Parcelles cadastrées section C, n° 417 ^a et 427 ^a entre la commune et la famille de Rosée. 1893-1897. Présence d'un plan. Un document en mauvais état matériel.	
165-174.	Dossiers relatifs aux acquisitions. 1851, 1931-1974.	7 chemises et 2 cahiers
165.	Langue de terre à l'extrémité du bois dit de « [Thoumont] ». 30 mai 1851.	1 cahier
166.	Parcelle cadastrée section C, n° 90 ^h pour l'écoulement des eaux du chemin n° 23. 1931.	1 chemise
167.	Partie de parcelle cadastrée section C, n° 314 ^g . 1932. Présence d'un plan.	1 chemise
168-174.	Emprises. 1953-1974.	5 chemises et 1 cahier
168.	Plusieurs parcelles. 1953-1954, 1961.	1 chemise

169. Parcelle cadastrée section D, n° 435^{f2} pour la construction d'une nouvelle maison communale.
1955. 1 chemise
Présence de plans.
170. Plusieurs emprises pour des modifications de voirie.
1957-1958. 1 chemise
171. Emprises pour la construction du parking de l'église.
1959-1966. 1 chemise
173. Partie de parcelle cadastrée section D, n° 695^g au lieudit « Bois de Graux ».
23 août 1971. 1 cahier
174. Maison en construction et partie de terrain cadastré section D, n° 665^f et 665^g appartenant aux époux Niessen.
1974. 1 chemise
175. Répertoire des actes d'adjudication.
1852-1856. 1 pièce
- 176-177. Dossiers relatifs aux locations.
1863-1978. 1 chemise et 1 liasse
176. Divers biens communaux.
1863-1977. 1 liasse
177. Droits de chasse.
1903-1924, 1938-1965, 1966-1978. 1 chemise
179. Dossier relatif au litige entre la commune et les époux Patiny-Devigne relatif à une partie de terrain mal bornée.
1937, 1966-1970. 1 chemise
Présence d'un plan.
178. État récapitulatif des biens communaux loués.
1^{er} mai 1953. 1 chemise
180. Dossier relatif à la vente de foin.
1957-1958. 1 chemise
181. Dossier relatif au relevé des biens communaux.
1963, 1976. 1 chemise
Présence de plans.
182. Dossier relatif aux dons de biens à la commune.
1970-1972. 1 chemise

IV. FINANCES ET FISCALITÉ

A. COMPTABILITÉ DU SECRÉTARIAT

1. BUDGETS ET ANNEXES

- 183-191. Budgets annuels.
1861, 1909, 1910-1911, 1913-1976. 4 chemises, 3 liasses et 2 cahiers
183. 1861. 1 cahier
184. 1909. 1 cahier

185.	1910-1911, 1913-1919.	1 chemise
186.	1920-1929.	1 chemise
187.	1930-1939.	1 chemise
188.	1940-1949.	1 chemise
189.	1950-1959. Uniquement modification budgétaire pour 1951.	1 liasse
190.	1960-1969.	1 liasse
191.	1970-1976.	1 liasse
192.	Pièces annexes aux budgets communaux. 1928-1945, 1951, 1959-1966.	1 chemise
2. EMPRUNTS		
193-202.	Dossiers relatifs aux emprunts. 1868-1976.	9 chemises et 1 liasse
194.	Gestion des emprunts. 1868-1965.	1 chemise
193.	Travaux de voirie. 1868-1976.	1 liasse
195.	Travaux des lieux de culte. 1949-1951, 1965-1969.	1 chemise
196.	Travaux du réseau de distribution d'eau. 1951-1960.	1 chemise
197.	Travaux d'électrification au lieudit « au Pape ». 1952-1953.	1 chemise
198.	Acquisition de terrains à bâtir. 1955, 1963-1964.	1 chemise
199.	Achat de mobilier scolaire. 1960.	1 chemise
200.	Installation d'abris pour voyageurs. 1962-1965.	1 chemise
201.	Construction d'une maison communale. 1962-1965.	1 chemise
202.	Travaux d'éclairage public. 1963-1966.	1 chemise
203.	Dossier relatif aux emprunts et placements à la Société de crédit communal. 1882, 1959-1976. Présence d'un extrait des registres d'inscription d'actions de 1882.	1 chemise
204.	Dossier relatif aux statistiques des emprunts. 1965-1968.	1 chemise
3. SUBVENTIONS DES AUTORITÉS SUPÉRIEURES		
Consulter également le n° 803.		
206.	Dossier relatif au Fonds des communes. 1949-1976.	1 chemise

4. PLACEMENTS

207. Pièces relatives à l'achat de fonds publics.
1845, 1864, 1874. 1 chemise

B. COMPTABILITÉ DU RECEVEUR

1. REGISTRES DE COMPTABILITÉ

- 208-211. Livres-journaux de caisse.
1954-1971. 4 volumes
208. 1954-1959.
209. 1960-1964.
210. 1963-1968.
211. 1967-1971.
- 212-214. Grands-livres des recettes et dépenses.
1971-1976. 1 liasse et 2 volumes
212. 1971. 1 volume
213. 1972. 1 volume
214. 1972-1976. 1 liasse

2. COMPTES ET PIÈCES JUSTIFICATIVES

- 215-222. Comptes annuels.
1898, 1910-1976. 7 chemises et 1 cahier
215. 1898. 1 cahier
Mauvais état matériel.
216. 1910-1919. 1 chemise
217. 1920-1929. 1 chemise
218. 1930-1939. 1 chemise
219. 1940-1949. 1 chemise
220. 1950-1959. 1 chemise
221. 1960-1969. 1 chemise
222. 1970-1976. 1 chemise
- - ---. Pièces justificatives aux comptes.
1956-1976. 14 chemises et 6 liasses
- Un tri a été opéré. Les années 1956, 1962, 1968, 1974, 1976 ont été entièrement conservées tandis qu'une sélection a été réalisée sur une base qualitative pour les autres années.
223. 1956. 1 liasse
224. 1958. 1 chemise
225. 1959. 1 chemise
226. 1961. 1 chemise
227. 1962. 1 liasse
228. 1963. 1 chemise
229. 1964. 1 chemise
230. 1965. 1 chemise
231. 1966. 1 chemise
232. 1967. 1 chemise
233. 1968. 1 liasse
234. 1969. 1 chemise

235.	1970.	1 chemise
236.	1971.	1 liasse
237.	1972.	1 chemise
238.	1973.	1 chemise
239.	1974.	1 liasse
240.	1975.	1 liasse
--- - ---.	1976.	2 chemises
241.	Partie 1.	
889.	Partie 2.	

3. ENTRÉE EN FONCTION DU RECEVEUR

242.	Dossier relatif à la succession de Théophile Collot, receveur communal. 1900.	1 chemise
------	--	-----------

C. IMPOSITIONS ET TAXES

1. IMPÔTS COMMUNAUX

243-258.	Dossiers relatifs aux taxes. 1953-1976.	16 chemises
243.	Appareils de distribution d'essence. 1953-1965.	
244.	Précompte immobilier. 1953-1976.	
245.	Véhicules automobiles. 1953-1976.	
247.	Vélos et les cyclomoteurs. 1955-1975.	
246.	Chiens. 1955-1976.	
248.	Inhumations. 1955-1976.	
250.	Personnel occupé. 1956-1974.	
249.	Force motrice. 1956-1975.	
251.	Immondices. 1962-1976.	
252.	Personnes physiques. 1964-1976.	
253.	Bals. 1965-1976.	
254.	Débits de tabac. 1967, 1974-1975.	
256.	Constructions non inscrites à la matrice cadastrale et véhicules servant d'habitation. 1968-1974.	

255.	Terrains de camping. 1968-1975.	
257.	Secondes résidences. 1975.	
258.	Force motrice et personnel occupé. 1975-1976.	
259.	Dossier relatif aux commissions fiscales. 1967-1969.	1 chemise
2. IMPÔTS PROVINCIAUX		
260.	Dossier relatif aux recensements pour les taxes provinciales. 1973-1976.	1 chemise
D. DÉPÔT DE L'ADMINISTRATION DU CADASTRE		
261.	Dossier relatif aux extraits cadastraux. [1926-1962].	1 chemise
262.	Registre des mutations cadastrales. 1973-1976.	1 liasse
V. ÉTAT CIVIL		
A. GÉNÉRALITÉS		
263.	Dossier relatif aux statistiques de l'état civil et de la population. 1947-1950, 1968.	1 chemise
264.	Dossier relatif à l'inspection des registres de l'état civil. 1951-1974.	1 chemise
265.	Dossier relatif aux dépôts des actes d'état civil au Greffe du Tribunal de première instance de Namur. 1952, 1964-1972.	1 chemise
B. REGISTRES DE L'ÉTAT CIVIL ET TABLES		
266.	Relevé des registres et actes d'état civil de la commune. 1828.	1 pièce
267.	Lettre du greffier du Tribunal de première instance signalant la confection d'une table décennale. 20 mars 1834.	1 pièce
268.	Extraits des registres aux actes de décès. 1882, 1891, 1903, 1914-1927.	1 liasse
269.	Registres aux actes de naissance et de mariage. 1977. Registres ouverts pour les deux premiers jours de l'année 1977.	1 chemise

C. CIMETIÈRES ET FUNÉRAILLES

Consulter également le n° 513.

270. Lettre du Commissaire d'arrondissement et procès-verbal des délibérations du Conseil communal relatifs aux concessions.
1846. 2 pièces
272. Dossier relatif aux demandes de concessions.
1955, 1967. 1 chemise
273. Dossier relatif aux inhumations, aux exhumations et aux transports funèbres.
1967-1976. 1 chemise

D. AUTRES DOCUMENTS

274. Extrait d'un registre aux actes de naissance relatif à la naissance et à la reconnaissance parentale de Marie Thomas.
30 octobre 1891. 1 pièce
275. Jugement du tribunal de première instance rectifiant l'état civil d'Yvonne Warnant, née sans avoir été inscrite à l'état civil.
8 octobre 1917. 1 pièce
276. Dossier relatif aux actes de mariage et actes de naissance.
1918-1953. 1 chemise
278. Dossier relatif aux recouvrements de nationalité.
1922, 1935, 1940, 1956-1974. 1 chemise
279. Jugement du Tribunal de première instance rectifiant l'état civil de Constant Genin, mort au combat.
28 avril 1926. 1 pièce
280. Relevé des mariages, des naissances et des décès survenus sur le territoire de la commune pendant le mois de décembre 1961.
5 janvier 1962. 1 pièce
281. Mention d'adoption approuvée.
28 novembre 1962. 1 pièce
282. Acte de désaveu d'un enfant.
18 avril 1970. 1 pièce
283. Dossier relatif aux actes de reconnaissance d'un enfant naturel faite après l'acte de naissance.
1972-1974. 1 chemise

VI. POPULATION

A. REGISTRES ET MOUVEMENTS DE LA POPULATION

- 284-317. Registres de la population.
1867-1980. 34 volumes
- 284-285. 1867-1880. 2 volumes
284. Volume 1.

285.	Volume 2.	
286-287.	1881-1890.	2 volumes
286.	Volume 1.	
287.	Volume 2.	
288-289.	1891-1900.	2 volumes
288.	Volume 1.	
289.	Volume 2.	
290-293.	1901-1910.	4 volumes
290.	Volume 1.	
291.	Volume 2.	
292.	Volume 3.	
293.	Volume 4.	
294-297.	1911-1920.	4 volumes
294.	Volume 1.	
295.	Volume 2.	
296.	Volume 3.	
297.	Volume 4.	
298-301.	1921-1930.	4 volumes
298.	Volume 1.	
299.	Volume 2.	
300.	Volume 3.	
301.	Volume 4.	
302-305.	1931-1947.	4 volumes
302.	Volume 1.	
303.	Volume 2.	
304.	Volume 3.	
305.	Volume 4.	
306-310.	1948-1960.	5 volumes
306.	Volume 1.	
307.	Volume 2.	
308.	Volume 3.	
309.	Volume 4.	
310.	Volume 5.	
311-313.	1961-1970.	3 volumes
311.	Volume 1.	
312.	Volume 2.	
313.	Volume 3.	
314-317.	1971-1980.	4 volumes
314.	Volume 1.	
315.	Volume 2.	
316.	Volume 3.	
317.	Volume 4.	

- 318-329. Index des registres de la population.
1867-1980. 12 volumes
318. 1867-1880.
319. 1881-1890.
- 320-329. 1891-1900. 2 volumes
320. Volume 1.
321. Volume 2.
322. 1901-1910.
323. 1911-1920.
324. 1921-1930.
325. 1931-1947.
326. 1948-1960.
327. 1961-1970.
328. [ca 1971].
329. 1971-1980.
330. Certificat d'établissement de seconde résidence de plusieurs particuliers.
[1^{re} moitié XX^e siècle]. 1 pièce
331. Certificat de changement de résidence de Félicie Borbouse.
5 novembre 1901. 1 pièce
- 332-334. Registres des entrées.
1911-1938, 1961-1976. 3 volumes
332. 1911-1938.
333. 1961-1971.
334. 1971-1976.
335. Dossier relatif aux mouvements de population.
1949, 1951-1953, 1963-1977. 1 chemise
- 336-338. Fiches-index des registres de la population.
1961-1970. 3 fichiers (ca 2160 fiches)
336. Partie 1. 1 fichier (ca 900 fiches)
337. Partie 2. 1 fichier (ca 570 fiches)
338. Partie 3. 1 fichier (ca 690 fiches)
- 339-340. Registres des sorties.
1961-1976. 2 volumes
339. 1961-1971.
340. 1971-1976.
341. Dossier relatif aux cas spéciaux de changements de domicile.
1966-1973. 1 chemise
Présence de documents concernant une personne condamnée.
342. Registre des naissances et décès survenus dans une autre commune.
1969-1976. 1 volume
343. Dossier relatif aux instructions pour la tenue des registres de population.
1970-1976. 1 chemise
344. Fiches-index de la population classées par année de naissance.
[ca 1980]. 1 fichier (ca 660 fiches)

B. RECENSEMENTS ET AUTRES ÉTATS DE LA POPULATION

Consulter également le n° 263.

345. Dossier relatif aux recensements de la population.
1911, 1925-1926, 1958, 1970-1975. 1 chemise

C. CARTES D'IDENTITÉ ET PERMIS DE CONDUIRE

- 347-349. Registres des cartes d'identité.
1952-1976. 3 volumes
347. 1952-1960.
348. 1960-1970.
Présence d'annexes.
349. 1970-1976.
- 350-351. Registres des cartes d'identité délivrées aux enfants de moins de douze ans.
1956-1976. 2 volumes
350. 1956-1972.
351. [1972-1976].
- 352-359. Dossiers relatifs aux demandes de permis de conduire et de licences.
1967-1974. 8 chemises
352. 1967.
353. 1968.
354. 1969.
355. 1970.
356. 1971.
357. 1972.
358. 1973.
359. 1974.

D. ÉTRANGERS

360. Dossier relatif aux instructions concernant les cartes d'identité des étrangers.
1865, 1899, 1906-1946. 1 chemise
361. Extraits du registre des naissances d'étrangers habitant la commune.
1875, 1895-1909. 1 chemise
Présence notamment d'extraits de registres de naissance de France, d'Espagne et d'Italie.
- 362-363. Registres des étrangers.
1932-1976. 2 volumes
362. 1932-1966.
Présence d'annexes.
363. 1966-1976.
364. Dossiers individuels des étrangers.
1934-1971. 1 liasse
Mauvais état matériel.
365. Dossier relatif aux demandes de permis de travail des étrangers.
1939-1973. 1 chemise

VII. ÉLECTIONS

A. LISTES ÉLECTORALES ET LISTES DÉRIVÉES

366-382.	Listes des personnes éligibles au Sénat. 1895-1914.	17 cahiers
366.	1895-1896.	
367.	1896-1897.	
368.	1897-1898.	
369.	1898-1899.	
370.	1899-1900.	
371.	1900-1901.	
372.	1901-1902.	
373.	1902-1903.	
374.	1903-1904.	
375.	1904-1905.	
376.	1907-1908.	
377.	1908-1909.	
378.	1909-1910.	
379.	1910-1911.	
380.	1911-1912.	
381.	1912-1913.	
382.	1913-1914.	
383.	Dossier relatif à la formation des listes des jurés d'assises. 1919-1973.	1 chemise
384-410.	Listes des électeurs pour les élections communales et législatives. 1919-1978.	1 chemise et 26 cahiers
384.	1919.	1 cahier
385.	1920.	1 cahier
386.	1921.	1 cahier
387.	1924.	1 cahier
388.	1925.	1 cahier
389.	1926.	1 cahier
390.	1927.	1 cahier
391.	1928.	1 cahier
392.	1929.	1 chemise
393.	1932.	1 cahier
394.	1933.	1 cahier
395.	1936.	1 cahier
396.	1938.	1 cahier
397.	1946.	1 cahier
398.	1948.	1 cahier
399.	1949-1952.	1 cahier
400.	1952-1954.	1 cahier
401.	1953.	1 cahier
	Présence d'annexes.	
402.	1955.	1 cahier
	Présence d'annexes.	

403.	1958-1960.	1 cahier
404.	1960-1962.	1 cahier
405.	1962-1964.	1 cahier
406.	1966-1968. Présence d'annexes.	1 cahier
407.	1969-1971. Présence d'annexes.	1 cahier
408.	1972-1974.	1 cahier
409.	1974-1976.	1 cahier
410.	1976-1978.	1 cahier

B. DOSSIERS DES ÉLECTIONS

411-421.	Dossiers des élections communales. 1891-1976.	1 pièce et 10 chemises
411.	17 novembre 1891. Procès-verbal de l'élection.	1 pièce
412.	18 octobre 1903.	1 chemise
413.	22 octobre 1911.	1 chemise
414.	10 octobre 1926.	1 chemise
415.	16 octobre 1938.	1 chemise
416.	24 novembre 1946.	1 chemise
417.	12 octobre 1952.	1 chemise
418.	12 octobre 1958.	1 chemise
419.	11 octobre 1964.	1 chemise
420.	11 octobre 1970.	1 chemise
421.	10 octobre 1976.	1 chemise
422.	Procès-verbal d'élection du Conseil de prud'hommes. 10 décembre 1950.	1 pièce
423-424.	Dossiers des élections législatives et provinciales. 1971-1974.	2 chemises
423.	7 novembre 1971.	
424.	10 mars 1974.	

VIII. AFFAIRES MILITAIRES ET GUERRES

A. SERVICE MILITAIRE

425.	Listes de livrets militaires belges et français en possession de la commune. [XIX ^e siècle]. Mauvais état matériel.	2 pièces
426.	Relevé des cartouches des miliciens. [15 mars 1828]. Mauvais état matériel.	1 pièce
427.	Registre des militaires en congé illimité. [1880]-1901.	1 volume
428.	Dossier relatif aux militaires en congé illimité. 1906-1970.	1 chemise

429-483.	Dossiers relatifs aux levées de milice. 1911, 1921-1922, 1924, 1926, 1928-1977.	6 pièces et 52 chemises
429.	1911. Reçus d'ordre de rejoindre l'armée.	2 pièces
430.	1921. Lettre au bourgmestre concernant une convocation à la revue des troupes pour le milicien Émile Thiot.	1 pièce
431.	1922. Extrait de la matricule d'Henri Pochet.	1 pièce
432.	1924. Lettre du bourgmestre Pochet au Commissaire concernant les demandes de sursis des miliciens et liste des miliciens.	2 pièces
433.	1926.	1 chemise
434.	1928. Mauvais état matériel.	1 chemise
435.	1929.	1 chemise
436.	1930.	1 chemise
437.	1931.	1 chemise
438.	1932.	1 chemise
439.	1933.	1 chemise
440.	1934.	1 chemise
441.	1935.	1 chemise
442.	1936.	1 chemise
443.	1937.	1 chemise
444.	1938.	1 chemise
445.	1939.	1 chemise
446.	1940.	1 chemise
447.	1941.	1 chemise
448.	1942.	1 chemise
449.	1943.	1 chemise
450.	1944.	1 chemise
451.	1945.	1 chemise
452.	1946.	1 chemise
453.	1947.	1 chemise
454.	1948.	1 chemise
455.	1949.	1 chemise
456.	1950.	1 chemise
457.	1951.	1 chemise
458.	1952.	1 chemise
459.	1953.	1 chemise
460.	1954.	1 chemise
461..	1955.	1 chemise
462.	1956.	1 chemise
463.	1957.	1 chemise
464.	1958.	1 chemise
465.	1959.	1 chemise
466.	1960.	1 chemise
467.	1961.	1 chemise
468.	1962.	1 chemise

469.	1963.	1 chemise
470.	1964.	1 chemise
471.	1965.	1 chemise
472.	1966.	1 chemise
473.	1967.	1 chemise
474.	1968.	1 chemise
475.	1969.	1 chemise
476.	1970.	1 chemise
477.	1971.	1 chemise
478.	1972.	1 chemise
479.	1973.	1 chemise
480.	1974.	1 chemise
481.	1975.	1 chemise
482.	1976.	1 chemise
483.	1977.	1 chemise
484.	Dossier relatif aux extraits des actes de mariage des miliciens. 1918-1927. Contient aussi des certificats de milice, des actes de naissance et des certificats d'habitation en vue d'acquiescer l'acte de mariage.	1 chemise
485.	Dossier relatif aux listes nominatives des militaires. 1935-1965.	1 chemise
486.	Registre des jeunes gens appelés devant le Bureau de recrutement à Namur. [5 avril 1937 – 10 octobre 1951]. Présence d'annexes.	1 cahier
487.	Dossier relatif aux indemnités de milice. 1939-1975.	1 chemise
488.	Listes des miliciens affectés au contingent spécial. 1 ^{er} juillet 1962.	2 pièces

B. GARDE CIVIQUE

490-497.	Dossiers relatifs aux levées. 1900-1902, 1904-1907, 1910-1914.	3 pièces, 4 chemises et 3 cahiers
490.	1900.	1 chemise
491.	1901. Liste alphabétique des inscrits exemptés, dispensés ou exclus du service.	1 pièce
492.	1902. Listes alphabétiques des inscrits et des inscrits exemptés, dispensés ou exclus du service.	2 pièces
493.	1904.	1 chemise
494.	1905.	1 chemise
495.	1906. Listes alphabétiques des inscrits.	1 cahier
496.	[ca 1910-1913]. Un des documents est en mauvais état.	1 chemise
497.	1914. Listes alphabétiques des inscrits et des inscrits exemptés, dispensés ou exclus du service.	2 cahiers

489. Dossier relatif à la composition de la garde civique.
1913-1914. 1 chemise

**C. MOBILISATION, RÉQUISITIONS ET CANTONNEMENTS
MILITAIRES EN TEMPS DE PAIX**

Consulter également le n° 750.

499. Dossier relatif au nivellement du territoire.
1958-1975. 1 chemise
500. Dossier relatif aux réquisitions.
1965, 1971. 1 chemise
502. Lettre du Lieutenant-colonel BEM Segers au bourgmestre relative à des exercices
du Régiment para-commando sur le territoire communal.
26 mars 1971. 1 pièce
503. Dossier relatif aux indemnités aux particuliers à la suite d'exercices militaires.
1971-1975. 1 chemise

D. GUERRES ET CONSÉQUENCES

Consulter également les n° 68, 83 et 653.

504. Dossier relatif aux réquisitions.
1914-1920, 1925, 1939-1952. 1 chemise
505. Dossier relatif aux dommages de guerre.
1914-1929, 1938-1950, 1967. 1 liasse
Présence de plans. Mauvais état matériel.
506. Dossier relatif aux déportés.
1916-1923, 1944. 1 chemise
507. Dossier relatif aux travaux de restauration des dommages de guerre aux bâtiments
scolaires et à l'église.
1927-1928. 1 chemise
508. Extrait du registre aux délibérations relatif à l'érection d'un mémorial interallié.
16 juillet 1928. 1 pièce
509. Dossier relatif aux pensions de guerre.
1929-1962. 1 chemise
510. Extrait du registre aux délibérations relatif à l'érection d'un monument en
l'honneur des soldats belges.
14 juin 1931. 1 pièce
511. Dossier relatif aux ordonnances de l'autorité allemande.
1940-1944. 1 chemise
512. Dossier relatif aux travailleurs volontaires partis en Allemagne.
1940-1943, 1955. 1 chemise
Mauvais état matériel.

513. Dossier relatif aux cimetières militaires.
1940-1951, 1958, 1964-1965, 1971. 1 chemise
Mauvais état matériel.
514. Dossier relatif à la restauration des bâtiments communaux suite aux dommages de
guerre.
1941-1943. 1 chemise
Présence de plans.
517. Lettre du Ministère de l'Intérieur relative à la sépulture d'aviateurs britanniques
dans le cimetière communal.
8 avril 1949. 1 pièce
518. Dossier relatif aux subsides communaux pour les associations d'anciens
combattants et des victimes de la guerre.
1950-1953. 1 chemise
519. Dossier relatif aux subsides en faveur des associations pour les victimes de la
guerre.
1967-1976. 1 chemise

IX. ORDRE ET SÉCURITÉ PUBLICS

A. POLICE

1. GÉNÉRALITÉS

520. Correspondance générale et pièces afférentes relatives aux missions de police.
1953-1976. 1 chemise

2. ÉQUIPEMENT

521. Dossier relatif à l'équipement du garde champêtre.
1959-1972. 1 chemise

3. MISSIONS DE POLICE ADMINISTRATIVE CONCERNANT LA TRANQUILLITÉ ET L'ORDRE PUBLICS

498. Registre communal des pigeons et des colombophiles.
[24 juillet 1923 – 25 septembre 1973]. 1 volume
Présence d'annexes.

522. Dossier relatif aux demandes et autorisations de collectes, tombolas et événements
publics.
1959-1977. 1 chemise

4. MISSIONS DE POLICE ADMINISTRATIVE CONCERNANT LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

523. Dossier relatif aux vérifications des poids et mesures.
1924-1930, 1952-1968. 1 chemise
524. Dossier relatif au règlement de la circulation.
1927-1934, 1949-1976. 1 chemise
Présence de plans.

525. Dossier relatif aux placements d'enseignes lumineuses ou de panneaux publicitaires.
1936, 1958-1976. 1 chemise
526. Dossier relatif aux demandes d'autorisation de courses sur la voie publique.
1950-1976. 1 chemise
527. Dossier relatif au contrôle des enseignes lumineuses et non lumineuses.
1964-1968. 1 chemise
528. Dossier relatif aux demandes d'autorisation de courses hippiques.
1974-1976. 1 chemise
529. Dossier relatif à la demande d'autorisation de la Fédération nationale des Anciens Combattants pour des concours de tir au clays sur les terrains de la scierie Rolland.
1974-1976. 1 chemise

5. MISSIONS DE POLICE JUDICIAIRE

530. Dossier relatif aux exploits d'huissiers.
1959, 1974-1976. 1 liasse
- 531-534. Procès-verbaux de police.
1973-1976. 4 chemises
531. 1973.
532. 1974.
533. 1975.
534. 1976.

B. SERVICE D'INCENDIE

1. GÉNÉRALITÉS

535. Dossier relatif aux conventions avec le service d'incendie de Namur.
1921, 1941-1952. 1 chemise
536. Enquête sur les moyens de défense contre l'incendie.
15 janvier 1939. 1 pièce
537. Dossier relatif aux instructions concernant le service d'incendie.
1941, 1963-1976. 1 chemise

2. ÉQUIPEMENT

538. Dossier relatif à l'acquisition de matériel d'incendie sans intervention financière de l'État.
1973-1975. 1 chemise

3. GESTION FINANCIÈRE

539. Dossier relatif aux cotisations pour le service d'incendie.
1969-1976. 1 chemise

4. EXÉCUTION DES TÂCHES

541. Dossier relatif au contrôle des bâtiments communaux.
1957-1962, 1970-1976. 1 chemise
Présence de plans.
542. Rapports d'intervention du corps des sapeurs-pompiers.
1961-1971. 1 chemise

X. SANTÉ PUBLIQUE

A. TRAITEMENT DES IMMONDICES

543. Dossier relatif à l'enlèvement des immondices.
1958, 1965-1976. 1 chemise
Présence de schémas.

B. SURVEILLANCE DE LA PRATIQUE MÉDICALE

544. Dossier relatif aux médecins de la commune, à l'Ordre des médecins et à l'Ordre
des pharmaciens. 1 chemise
1964-1976.

C. LUTTE CONTRE LES MALADIES ÉPIDÉMIQUES

545. Dossier relatif à la vaccination contre la poliomyélite, le tétanos et la variole.
1915-1964. 1 chemise
- 546-548. Registres des vaccinations. 3 volumes
1926-1976.
546. 1926-1927.
547. 1929-1966.
548. 1967-1976.

549. Dossier relatif aux contrats de dératisation.
1965-1974. 1 chemise

**D. SURVEILLANCE SANITAIRE, SÉCURITÉ ET HYGIÈNE DE
L'AGRICULTURE ET DE LA SYLVICULTURE, DE L'INDUSTRIE,
DES MÉTIERS ET DU COMMERCE**

550. Registre des déclarations d'abattage d'animaux.
17 janvier 1959 – 14 février 1975. 1 volume
551. Dossier relatif à la lutte contre la fièvre aphteuse.
1965, 1974. 1 chemise

E. POLICE SANITAIRE DES ANIMAUX DOMESTIQUES

552. Dossier relatif à la lutte contre la rage.
1966-1976. 1 chemise

F. ANALYSE DE L'EAU POTABLE

553. Dossier relatif à l'analyse de l'eau.
1963-1975. 1 chemise
554. Dossier relatif aux problèmes d'épuration de l'eau.
1973-1974. 1 chemise

G. CONTRÔLE DE LA SALUBRITÉ DES HABITATIONS ET LOGEMENTS

555. Dossier relatif à l'amélioration ou la démolition des habitations insalubres.
1872, 1941, 1955-1976. 1 chemise

H. CONTRÔLE DES ÉTABLISSEMENTS DANGEREUX, INSALUBRES ET INCOMMUNES

- 557-565. Dossiers relatifs aux demandes d'autorisation et d'exploitation de plusieurs établissements considérés comme dangereux, insalubres ou incommodes.
1875, 1955-1972. 1 pièce et 8 chemises
557. Raymond Sandron, briqueterie temporaire sur la parcelle cadastrée section B, n° 224 et brasserie sur la parcelle cadastrée section B, n° 228 bis.
9 janvier 1875. 1 pièce
Lettre de demande d'autorisation.
558. Arthur Tonon, salle de spectacle, rue du Centre, n° 101.
1955-1956. 1 chemise
Présence d'un plan.
559. Jacques Ferrière, atelier de soudure, rue Fond de Vaux, n° 374.
1958. 1 chemise
Présence d'un plan.
560. Zénobe Mélin, moulin à grain motorisé, rue de la Station, n° 204.
1959. 1 chemise
561. ASBL Cercle Sainte-Bernadette, salle de cinéma, place de l'Église, n° 71.
1961. 1 chemise
562. Société d'électricité de Sambre-et-Meuse, des Ardennes et du Luxembourg (ESMALUX), lignes à haute tension traversant des terrains de particuliers.
1961-1966. 1 chemise
Présence de plans.
563. Moto-club de Lesve, piste de moto-cross sur la propriété de Jean Toisoul, rue Roland, n° 321.
1964-1965. 1 chemise
Présence d'un plan.
564. Françoise Eugène, chenil d'élevage et de garde, rue Baty des Foulons, n° 217^a.
1968. 1 chemise
565. Serge Bronchain, atelier et dépôt de réparation de meubles frigorifiques, route de Saint-Gérard, n° 315.
1972. 1 chemise

566. Dossier relatif aux renseignements et autorisations concernant les citernes à purin et fosses à fumier.
1904-1922, 1938, 1965. 1 chemise
567. Dossier relatif aux demandes d'autorisation expirées.
1925-1936, 1946-1951, 1964-1967.
Présence de plans. 1 chemise
568. Dossier relatif aux demandes de détention temporaire d'explosifs.
1929-1967. 1 chemise
- 569-572. Dossiers relatifs aux demandes d'autorisation pour l'établissement ou l'exploitation de scieries et menuiseries.
1946-1962. 4 chemises
569. Zénobe Mélin, scierie mécanique au lieudit « Enfer » et sur la parcelle cadastrée section D, n° 708^d et four à brûler, rue du Bois-de-Graux.
1946-1947, 1962.
Présence d'un plan.
570. Albert Fauchet-Schmitz, rue du Bois-de-Graux, n° 197.
1948.
571. Constant Dufaux, Place verte, n° 105.
1952.
572. D. Voisin-Rolland, rue Bois-de-Graux.
1965.
- 573-580. Dossiers relatifs aux demandes d'autorisation pour l'établissement de transformateurs électriques.
1946-1972. 4 pièces et 6 chemises
573. Société nationale des chemins de fer vicinaux (SNCFV), station du vicinal située rue Bois-de-Graux.
1946. 1 chemise
574. Société d'électricité de Sambre-et-Meuse et de la région de Malmédy (ESMA), lieudit « Fonds de Biaury ».
1948. 1 chemise
575. Société d'électricité de Sambre-et-Meuse et de la région de Malmédy (ESMA), parcelle cadastrée section B, n° 2352, lieudit « Vieux Tienne ».
1953. 1 chemise
Présence d'un plan.
576. SA Centrales électriques de l'Entre Sambre-et-Meuse, lieudit « Marlagne ».
1959. 1 chemise
Présence de deux plans.
577. Ministère de l'Éducation nationale, dans l'école moyenne de l'État située route de Saint-Gérard.
1965. 1 chemise
578. Société d'électricité de Sambre-et-Meuse, des Ardennes et du Luxembourg (ESMALUX), lieudits « Hayettes » et « Pape ».
5 octobre 1966, 10 mars 1967. 2 pièces
Avis d'enquête de commodo et incommodo et lettre du Ministère.

579. Société d'électricité de Sambre-et-Meuse, des Ardennes et du Luxembourg (ESMALUX), lieudit « Six-Bras ». 2 pièces
 7 juin 1963, 28 juin 1963.
 Avis d'enquête de commodo et incommodo et lettre de la commune de Bois-de-Villers.
580. Société d'électricité de Sambre-et-Meuse, des Ardennes et du Luxembourg (ESMALUX), rue Fonds de Vaux. 1 chemise
 1972.
- 581-599. Dossiers relatifs aux demandes d'autorisation pour l'établissement de dépôts de mazout et d'essence et d'ateliers de mécanique automobile. 8 pièces et 13 chemises
 1950-1976.
- 581-583. 1950. 3 pièces et 1 chemise
581. Zénobe Mélin, rue de la Station. 1 pièce
 Lettre du demandeur.
582. François Istasse-Ambroise, rue des Six-Bras. 2 pièces
 Extrait du registre aux délibérations du Collège échevinal et avis d'enquête publique.
583. Albert Piérard, route de Saint-Gérard, n° 80. 1 chemise
- 584-585. 1955. 2 chemises
584. Georges Beguin, parcelle cadastrée section D, n° 485^z.
585. Jacques Vandewatering, citerne et atelier automobile parcelle cadastrée section D, n° 485^x.
- 586-587. 1957. 1 pièce et 1 chemise
586. Franz Gilot, rue du Centre, n° 99. 1 pièce
 Approbation de la Députation permanente.
587. Jean Istasse, rue des Six-Bras, n° 364. 1 chemise
- 588-589. 1958. 2 pièces et 1 chemises
588. Jacques Vandewatering, citerne avec pompe, parcelle cadastrée section D, n° 485^x. 2 pièces
 Arrêté du Collège échevinal et approbation de la Députation permanente.
589. Lucien Jacquemart, citerne et atelier automobile, lieudit « Guinguette ». 1 chemise
 Présence de plans.
590. Marcel Tasiaux, rue du Chevauchoir, n° 336. 1 chemise
 1959.
 Présence d'un plan.
591. Émile Guillaume-Devigne, rue des Six-Bras, n° 335. 1 pièce
 25 janvier 1962.
 Approbation de la Députation permanente.
- 592-593. 1964. 2 chemises
592. Vital Heinnaux, rue des Anges, n° 177.
593. Albert Piérard, citerne avec pompe, rue du Centre, n° 53.
 Présence de plans.
594. Monsieur Liénard, rue Gustave Misson, n° 2, parcelle cadastrée section D, n° 429ⁱ². 1 chemise
 1966.
 Présence d'un plan.

595.	Ministère de l'Éducation nationale, dans l'école moyenne de l'État située route de Saint-Gérard. 1967. Présence de plans.	1 chemise
596.	Michel Lenoir, rue du Centre, n° 49 ^a . 1968. Présence d'un plan.	1 chemise
597.	Lucien Sterckx, rue Fond de Vaux, n° 344 ^{bis} . 1969.	1 chemise
598.	André Douxchamps, rue C. Demarcin, n° 423-424. 14 février 1971. Avis d'enquête de commodo et incommodo.	1 pièce
599.	René Van Put, rue Batty des Foulons, parcelle cadastrée section A, n° 162 ^e , 163 ^e et 166 ^b . 1976.	1 chemise
600.	Plainte d'un particulier et lettre de l'inspecteur de l'hygiène relatives aux dégagements de fumée d'un séchoir de froment et d'une scierie. 9 octobre 1957, 22 octobre 1957.	2 pièces
601-603.	Dossiers relatifs aux demandes d'autorisation pour l'établissement et l'exploitation de boucheries. 1959. Présence de plans.	3 chemises
601.	Camille Adam, Place verte, n° 106.	
602.	Gilbert Dufaux, rue du Centre, n° 102.	
603.	Fernand Dufaux, rue de la Station, n° 194.	
604-606.	Dossiers relatifs au signalement de ruchers. 1960. Présence de plans.	1 pièce et 2 chemises
604.	Nestor Collin, parcelle cadastrée section A, n° 35 ^{g2} .	1 pièce
605.	Léon Piette, rue du Bois de Graux, parcelle cadastrée section Bioul, n° 30.	1 chemise
606.	Marcel Branders, rue de la Levée, n° 299.	1 chemise
607-610.	Dossiers relatifs aux demandes d'autorisation pour l'établissement et l'exploitation d'oisellereries et d'exploitations avicoles. 1961, 1966.	3 pièces et 1 chemise
607.	Gilbert Dufaux, rue du Centre, n° 31. 5 mai 1961. Autorisation du gouverneur.	1 pièce
608.	Firmin Brosteaux, rue de Saint-Gérard, n° 77. 16 mai 1961. Autorisation du gouverneur.	1 pièce
609.	Gustave Baclin, rue de Saint-Gérard, n° 87. 16 mai 1961. Autorisation du gouverneur.	1 pièce
610.	Fulvio Mendo, rue du Moulin, n° 186, parcelle cadastrée section A, n° 117 ⁱ . 1966. Présence de plans.	1 chemise

- 611-622. Dossiers relatifs aux demandes d'autorisation pour l'établissement et l'exploitation de dépôts de gaz.
1967-1976. 2 pièces et 10 chemises
611. Stéphane Collet, rue du Centre, n° 49.
1967-1968. 1 chemise
- 612-616. 1969. 5 chemises
612. André Beguin, rue Bois-de-Graux, n° 123.
Présence de plans.
613. Juliaan Van Puyvelde, rue Fond de Biaury, n° 230.
Présence d'un plan.
614. Fulvio Mendo, rue du Moulin, n° 186.
Présence d'un plan.
615. Comité scolaire des écoles libres, immeuble situé rue des Crèches,
n° 84.
Présence de plans.
616. École moyenne de l'État, rue de Saint-Gérard.
Présence d'un plan.
617. Monsieur Adriansens, rue Bossontienne.
28 janvier 1971. 1 pièce
Procès-verbal d'enquête de commodo et incommodo.
618. Monsieur Hologne, rue Roland.
17 juin 1974. 1 pièce
Procès-verbal d'enquête de commodo et incommodo.
- 619-622. 1976. 4 chemises
619. Lucien Defosse, rue Joseph Dawagne, n° 279.
Présence de deux plans.
620. Albert Lonnoy, rue Joseph Misson, parcelle cadastrée section C,
n° 68^w partie.
Présence de deux plans.
621. Norbert Louis-Roch, rue Chant des Oiseaux.
Présence de deux plans.
622. Raymond Guerry, rue Bois de Graux, n° 111.
Présence de deux plans.

XI. TRAVAUX PUBLICS, SERVICES D'UTILITÉ PUBLIQUE, AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET URBANISME

A. TRAVAUX AUX BÂTIMENTS, MONUMENTS ET INSTALLATIONS IMMOBILIÈRES DIVERSES

1. BÂTIMENTS AFFECTÉS AUX SERVICES ADMINISTRATIFS ET COMMUNAUX

Consulter également le n° 644.

623. Lettre et extrait du registre aux délibérations du Conseil communal relatifs à la restauration de la chambre du bâtiment de Monsieur Bienfait ayant servi de salle de réunion.
15 mai 1922, 21 juin 1922. 2 pièces
624. Plans pour divers travaux à effectuer à la maison communale et au presbytère.
30 octobre 1922. 1 chemise

625. Dossier relatif aux travaux d'entretien de la maison communale.
1922, 1960, 1964. 1 chemise
626. Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal relatif à la construction
d'un kiosque sur la place.
1^{er} juin 1928. 1 pièce
628. Dossier relatif à la construction d'une nouvelle maison communale.
1957-1967. 1 chemise
629. Dossier relatif à l'installation du chauffage central dans la maison communale.
1963-1972. 1 chemise
630. Dossier relatif à l'aménagement d'une salle de réception sous les combles de la
maison communale.
1971-1973. 1 chemise

2. BÂTIMENTS SCOLAIRES

631. Dossier relatif à la construction d'une salle d'école.
1838-1839. 1 chemise
Mauvais état matériel.
632. Procès-verbal relatif à une somme impayée pour les travaux de la maison d'école.
26 octobre 1842. 1 pièce
633. Dossier relatif aux travaux de construction, de réparation et de rénovation des
écoles et des logements scolaires.
1852, 1887-1889, 1897-1932, 1947-1953, 1962-1966. 1 chemise
Présence de plans.
634. Dossier relatif à la construction de deux classes et d'un logement d'instituteur.
1877-1886. 1 chemise
Mauvais état matériel.
635. Dossier relatif à la réfection de la cour de l'école des garçons.
[1883, 1893-1894], 1930-1934. 1 chemise
Présence de plans du XIX^e siècle antérieurs à la réfection de la cour.
636. Dossier relatif à la restauration de l'ancienne école des filles.
1920. 1 chemise
Présence d'un plan.

3. BÂTIMENTS AFFECTÉS À LA CULTURE

637. Dossier relatif à la création d'une bibliothèque et d'une ludothèque.
1948-1949, 1960-1961, 1967-1976. 1 chemise

4. BÂTIMENTS DU CULTE

Consulter également le n° 624.

638. Dossier relatif aux travaux d'amélioration du presbytère.
1862, 1891-1893. 1 chemise
639. Dossier relatif aux travaux des dépendances du presbytère.
1922. 1 chemise

641. Dossier relatif aux travaux de toiture de l'église.
1925-1928. 1 chemise
Présence de deux plans. Mauvais état matériel.
642. Dossier relatif à l'installation d'une soufflerie électrique pour les orgues de
l'église.
1928-1929. 1 chemise
Présence d'un plan.
643. Dossier relatif aux travaux de restauration et d'entretien du presbytère.
[1933], 1947-1953, 1970-1971. 1 chemise
Présence d'un plan antérieur aux travaux.
644. Dossier relatif aux travaux de restauration de l'église et du presbytère.
1938-1939, 1946-1948, 1958-1967. 1 chemise
Présence d'un plan.
645. Dossier relatif aux travaux d'électricité du presbytère.
1959-1960. 1 chemise
646. Dossier relatif aux travaux d'entretien de l'église.
1962-1973. 1 chemise
647. Dossier relatif aux travaux de restauration des toitures de la chapelle Saint-Roch.
1964-1966. 1 chemise
648. Dossier relatif au chauffage de l'église.
1967-1975. 1 chemise
Présence de plans.
649. Extrait du registre aux délibérations du Conseil de la fabrique d'église relatif à la
réparation des vitraux de l'église.
1971. 2 pièces
650. Dossier relatif à l'installation d'une sonorisation à l'église.
1975. 1 chemise

5. CIMETIÈRES

651. Dossier relatif à l'agrandissement du cimetière.
1887-1896, 1915-1949. 1 liasse
Présence de plans.
652. Dossier relatif à la restauration de la remise du cimetière, à la construction d'un
calvaire et au déplacement du monument aux morts de la guerre.
1937-1941. 1 chemise
Présence de plans.
653. Dossier relatif aux travaux de restauration du mur du vieux cimetière suite aux
dommages de guerre.
1947-1950. 1 chemise
Présence d'un plan.
654. Correspondance de la commune avec l'Institut national du patrimoine artistique
relatives au calvaire du cimetière.
1958-1961. 1 chemise

655. Dossier relatif aux travaux d'agrandissement du cimetière et de restauration de la chapelle et du calvaire.
1966-1975. 1 chemise
Présence de plans.

6. AUTRES BIENS ET INSTALLATIONS IMMOBILIÈRES (MONUMENTS, BANCS, ETC.)

656. Extrait du registre aux délibérations relatif aux subsides de la commune pour l'érection d'un monument à la mémoire de Léopold II.
16 mai 1928. 1 pièce
657. Dossier relatif aux travaux forestiers.
1929-1935, 1957-1961. 1 chemise
Présence d'un plan.
658. Dossier relatif aux réparations de la clôture du parc de la place communale suite à un accident.
1962. 1 chemise

B. TRAVAUX ET INSPECTION DE LA VOIRIE (Y COMPRIS LES PONTS, LES QUAIS)

1. GÉNÉRALITÉS

659. Lettre de la commune de Profondeville relative à la demande d'apposition d'une affiche pour les entrepreneurs de Lesve concernant des travaux d'entretien de la voirie.
29 juin 1922. 1 pièce
660. Correspondance générale et pièces afférentes relatives aux travaux de voirie.
1937-1975. 1 chemise
661. Dossier relatif aux plaintes et réclamations de particuliers concernant l'aménagement de la voirie.
1974-1976. 1 chemise

2. VOIRIE COMMUNALE ET VICINALE (Y COMPRIS LES PONTS, LES ÉGOUTS, ETC.)

Consulter également les n° 145 et 166.

- 662-681. Dossiers relatifs aux suppressions de voirie.
1839-1974. 6 pièces et 15 chemises
Présence de plans sauf pour les n° 662, 676, 677 et 679.
662. Sentier traversant le cimetière communal.
16 mai 1839. 1 pièce
Accord de la Députation permanente.
663. Sentiers n° 68, n° 69 et 70.
9 juillet 1850. 1 pièce
664. Partie du sentier n° 51.
1908-1930, 1948-1949. 1 chemise
665. Partie du chemin n° 80.
1920-1926, 1957. 1 chemise

667.	Chemins vicinaux n° 55 et 62. 1932.	1 chemise
668.	Sentier n° 39. 1933-1934, 1952-1954.	1 chemise
669.	Sentier n° 54. 1934-1935.	1 chemise
670.	Chemin n° 45. 1937-1938.	1 chemise
671.	Chemin n° 79. 1939-1940.	1 chemise
672.	Chemin n° 86. 1947-1948.	1 chemise
673.	Chemin n° 85. 1947-1950.	1 chemise
674.	Partie du sentier n° 53. 1947-1955.	1 chemise
675.	Chemin n° 81. 1949-1974.	1 chemise
676.	Sentier n° 53. 10 décembre 1953, 30 mars 1954. Extraits du registre aux délibérations du Conseil communal décidant la suppression.	2 pièces
677.	Partie du sentier n° 53, entre les chemins n° 3 et n° 24. 1954.	1 chemise
678.	Partie du chemin n° 1. 1955-1958.	1 chemise
679.	Sentier n° 89. 1959. Lettre de Victor Bossuroy sollicitant la suppression du sentier et avis d'enquête de commodo et incommodo.	2 pièces
680.	Chemin n° 83. 1962-1964.	1 chemise
681.	Sentier n° 52. 1963-1964.	1 chemise
682.	Travaux de réfection et d'entretien de la voirie. 1872-1976. Présence de plans.	1 liasse
683-721.	Dossiers relatifs aux travaux d'amélioration de la voirie. 1884-1976.	3 pièces, 33 chemises et 2 liasses
683.	Chemin n° 33. 1884-1885, 1897. Projet.	1 chemise
684.	Chemin n° 33. 1886-1898. Présence de deux plans.	1 chemise
685.	Voirie vicinale. 9 août 1888. Lettre du Gouverneur relative aux subsides.	1 pièce

686.	Chemin n° 16. 1 ^{er} mai 1890. Accord de la Députation du Conseil provincial.	1 pièce
687.	Chemins n° 13 et 14. 1899-1909, 1915-1919. Présence d'un plan.	1 chemise
688.	Chemins n° 2, 23 et 32. 1901-1914. Présence de plans.	1 chemise
689.	Chemins n° 18 et 19. 1905-1909.	1 chemise
690.	Chemin n° 19. 1908-1937. Présence de plans.	1 chemise
691.	Chemin n° 7. 1910-1926, 1947-1960. Présence de plans.	1 liasse
692.	Chemin n° 9. 1922-1931.	1 chemise
693.	Chemins n° 7 et 8. 1923. Plans.	1 chemise
694.	Chemin de grande communication n° 96. 1923, 1927-1933, 1954, 1968. Présence d'un plan.	1 chemise
695.	Chemins n° 7 et 9. 1925-1926.	1 chemise
696.	Chemin n° 76. 1926, 1966-1972. Présence de plans.	1 chemise
698.	Chemin vicinal n° 28. 1931-1933. Présence d'un plan.	1 chemise
699.	Chemins n° 15 et 19. 1931-1935. Présence de plans.	1 chemise
700.	Chemin n° 29. 1931-1939, 1951-1953. Présence d'un plan.	1 chemise
701.	Chemin n° 14. 1932, 1956-1957. Présence d'un plan.	1 chemise
702.	Sentier n° 57. 1935. Présence d'un plan.	1 chemise
703.	Chemin n° 32. 1947-1954. Présence de deux plans.	1 chemise
704.	Chemin n° 77. 1948-1950.	1 chemise

705.	Chemin n° 2. 1949, 1964. Présence de plans.	1 chemise
706.	Chemin de grande communication n° 100. 1950-1969.	1 chemise
707.	Chemins n° 1, 7, 14 et 16. 1952-1953.	1 chemise
708.	Chemins vicinaux. 1952-1953. Délibérations d'approbation provisoire et définitive.	1 chemise
709.	Chemin n° 35. 1952-1962. Présence de plans.	1 chemise
710.	Chemins n° 1, 19 et 96. 1954-1960.	1 chemise
711.	Chemin n° 8. 1956-1958. Présence de plans.	1 chemise
712.	Chemin n° 70. 1957-1958.	1 chemise
713.	Chemin n° 96 et chemins ordinaires n° 1 et 19. 1958-1966.	1 chemise
714.	Divers chemins vicinaux. 1959-1968.	1 liasse
715.	Chemin n° 100. 7 décembre 1961. Décompte final des travaux.	1 pièce
716.	Chemins n° 52 et 83. 1962. Présence d'un plan.	1 chemise
717.	Chemins n° 24, 72 et 73. 1962-1963. Présence d'un plan.	1 chemise
718.	Élargissement du sentier vicinal n° 76. 1962-1976. Présence de plans.	1 chemise
719.	Chemins agricoles n° 8 et 39. 1963-1973.	1 chemise
720.	Chemins ordinaires. 1967-1969.	1 chemise
721.	Chemin latéral du cimetière. 1969-1971.	1 chemise
722-723.	Dossiers relatifs aux abornements de voirie. 1901-1903, 1930-1933. Présence de plans.	2 chemises
722.	Chemin n° 72. 1901-1903.	
723.	Chemins n° 38 et 57. 1930-1933.	

724-732.	Dossiers relatifs aux travaux d'entretien de la voirie. 1905-1976.	4 pièces et 7 chemises
724.	Chemin n° 18. 1905-1910. Présence de plans.	1 chemise
725.	Chemins n° 1, 3 et 14. 1908, 1917-1919, 1933-1937.	1 chemise
726.	Chemin de grande communication n° 102. 1917-1937, 1952-1954, 1968.	1 chemise
727.	Voirie vicinale. 13 mai 1919, 8 juillet 1922. Lettre du Gouverneur et procès-verbal d'adjudication des travaux.	2 pièces
728.	Chemins n° 14 et 28. 1931-1934. Présence de deux plans.	1 chemise
729.	Chemins n° 15 et 19. 1933-1937. Présence d'un plan.	1 chemise
730.	Chemin n° 30. 1965. Relevé des travaux.	2 pièces
731.	Chemin n° 78. 1970.	1 chemise
732.	Chemins « du Bosquet » et « sur les Fosses ». 1976.	1 chemise
733.	Annonces des travaux de cylindrage des chemins vicinaux. 1919-1922.	2 pièces
734.	Dossier relatif aux travaux en régie. 1926-1932, 1965-1972.	1 chemise
735-745.	Dossiers relatifs aux travaux de réfection de la voirie. 1935-1976.	11 chemises
735.	Chemins n° 16, 23 et 30. 1935-1938. Présence de plans.	
736.	Chemin n° 23. 1935-1946.	
737.	Chemins n° 96 et 102. 1935-1958.	
738.	Chemins n° 1, 2, 4, 19, 32 et 35. 1937-1941.	
739.	Chemins n° 9 et 15. 1937-1941.	
740.	Chemins n° 2 et 4. 1946-1949.	
741.	Divers chemins ordinaires et chemin n° 102. 1968-1971.	
742.	Routes n° 528 et 536. 1969.	

743. Route n° 536.
1970.
744. Chemin vicinal n° 20 et rue de la gare.
1974.
745. Chemin n° 20.
1974-1976.
Présence d'un plan.
746. Convention de reconnaissance de la rue du Manet Vivier.
[2^{de} moitié XX^e siècle]. 1 pièce
747. Dossier relatif à la reconnaissance ou la réintégration de chemins dans la voirie
vicinale.
1954-1956. 1 chemise
Présence de plans.
748. Dossier relatif aux changements de noms des rues.
1962-1963. 1 chemise
749. Extrait du registre des délibérations du Conseil Communal relatif à la construction
d'un mur de soutènement le long du chemin des Crèches.
8 janvier 1965. 1 pièce
750. Dossier relatif aux dégâts routiers sur les chemins de grande communication
n° 101 et 102 par des convois militaires.
1967-1968. 1 chemise
- C. TRAVAUX ET INSPECTION DES COURS D'EAU NON
NAVIGABLES**
751. Dossier relatif à l'aménagement d'étangs et de ponceaux particuliers sur le
ruisseau de Besinne.
1896, 1946-1962. 1 chemise
Présence de plans.
752. Dossier relatif au tableau descriptif des cours d'eau.
1956-1957. 1 chemise
753. Lettre de Robert Toisoul et extrait du registre aux délibérations du Collège
échevinal relatifs à l'établissement d'un étang avec prise d'eau au ruisseau dit
« Pré de Gau » sur la parcelle cadastrée section C, n° 79.
27 mars 1964, 19 avril 1966. 2 pièces
- D. SERVICES D'UTILITÉ PUBLIQUE**
- 1. DISTRIBUTION D'EAU**
754. Dossier relatif au service de distribution d'eau.
1901-1974. 1 liasse
Présence de plans.
755. Dossier relatif à la participation de la commune dans la Société nationale des
distributions d'eau (SNDE).
1959-1976. 1 chemise

- - ---. Dossiers relatifs aux travaux de raccordements et d'extension du réseau.
 1965-1977. 2 pièces et 16 chemises
757. Terrain appartenant à Louis Sterckx, situé rue Fond de Vaux.
 5 juillet 1965, 8 juillet 1965. 2 pièces
 Lettres.
758. Chemin d'Arbre.
 1967-1970. 1 chemise
 Présence d'un plan.
759. Rue Roland pour le lotissement Dallemagne.
 1968-1970. 1 chemise
 Présence d'un plan.
760. Caravaning, rue des Hayettes.
 1969. 1 chemise
761. Rue Bois de Graux.
 1972. 1 chemise
762. Lotissement Rossome.
 1973. 1 chemise
 Présence d'un plan.
763. Lotissement Misson.
 1973. 1 chemise
764. Lotissement Toisoul.
 1973. 1 chemise
765. Lotissement Niessen.
 1973-1976. 1 chemise
 Présence d'un plan.
766. Lotissement Quiot.
 1974-1975. 1 chemise
 Présence d'un plan.
767. Lotissement Edimos.
 1975-1976. 1 chemise
768. Route de Sart-Saint-Laurent, parcelles cadastrées section A, n° 84^m et
 84^o.
 1975. 1 chemise
 Présence d'un plan.
769. Chemin n° 20.
 1975-1976. 1 chemise
772. Lotissement Fosseur.
 1976. 1 chemise
 Présence d'un plan.
773. Lotissement Dewez.
 1976-1977. 1 chemise
 Présence d'un plan.

2. DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ

774. Dossier relatif aux travaux d'établissement, d'entretien, d'amélioration et
 d'extension du réseau.
 1918-1974. 1 chemise
 Présence de plans.

- - ---. Dossiers relatifs à l'établissement de lignes haute-tension.
1934, 1973-1974. 2 chemises
Présence de plans.
775. Auvelais – Bois-de-Villers.
1934.
780. Bois-de-Villers – Lesve – Arbre.
1973-1974.
776. Dossier relatif à la participation de la commune à l'Intercommunale namuroise
d'électricité (INEL).
1958-1976. 1 chemise
777. Lettre du distributeur d'électricité relative au cabinier.
18 novembre 1959. 1 chemise
778. Avis d'enquête de commodo et incommodo relatif à l'établissement d'une ligne
haute tension reliant la ferme dite « Les Volées ».
1966. 1 pièce
779. Dossier relatif à l'établissement par G. Leclercq d'un raccordement électrique
souterrain pour sa propriété cadastrée section C, n° 96^a.
1967. 1 chemise
- 3. ÉCLAIRAGE PUBLIC**
781. Dossier relatif aux travaux d'entretien, d'amélioration et d'extension du réseau.
1926-1976. 1 chemise
Présence de plans.
- 4. TÉLÉPHONE**
782. Dossier relatif aux travaux d'établissement et d'extension du réseau.
1909-1931, 1959-1976. 1 chemise
- 5. RADIO ET TÉLÉVISION CÂBLÉES**
783. Dossier relatif aux travaux du réseau de télédistribution.
1951, 1970-1976. 1 chemise
Présence de plans.
- 6. TRANSPORTS EN COMMUN**
784. Dossier relatif à l'exploitation des lignes de chemin de fer vicinal.
1893-1974. 1 chemise
Présence de deux plans.
785. Dossier relatif à l'élargissement du pont de la Société nationale des chemins de fer
vicinaux (SNCV) au niveau du chemin vicinal n° 7.
1947. 1 chemise
786. Dossier relatif au service d'autobus.
1953-1959, 1965, 1972-1973. 1 chemise
787. Dossier relatif aux abris pour voyageurs.
1957-1965. 1 chemise
Présence de plans.

788. Dossier relatif aux taxis.
1957, 1962, 1975. 1 chemise

E. AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

1. PERMIS DE BÂTIR

790. Dossier relatif aux demandes d'autorisations de petites transformations, constructions, et alignements de voirie.
1878-1914, 1920-1976. 1 chemise
Présence de plans.
791. Registre des alignements.
8 février – 3 juin 1938. 1 volume
792. Dossier relatif aux statistiques de la construction.
1957-1976. 1 chemise

2. PERMIS DE LOTIR

793. Correspondance générale et pièces afférentes relatives aux lotissements.
1956-1969. 1 chemise

3. INFRACTIONS

794. Lettre de l'ingénieur en chef-directeur de l'Urbanisme et accord du Collège échevinal relatifs à la proposition de faire bénéficier à Lucien Lombard de la procédure transactionnelle pour ses constructions sans permis de bâtir.
1974. 2 pièces

F. PROTECTION DES MONUMENTS ET SITES

795. Dossier relatif au classement de la chapelle aux Loups.
1967. 1 chemise

XII. ENSEIGNEMENT

A. ORGANISATION

796. Pétition des habitants pour la création d'une école d'adultes.
1^{er} octobre 1915. 1 pièce
797. Dossier relatif à la suppression d'une classe et d'un emploi d'instituteur.
1947, 1953. 1 chemise
798. Dossier relatif aux adoptions et réadoptions des écoles libres.
1947-1959. 1 chemise
799. Lettre de l'administration aux habitants réfutant la rumeur de suppression de l'école adoptée.
[2^{de} moitié XX^e siècle]. 1 pièce
800. Dossier relatif à l'école moyenne de l'État.
1965-1973. 1 chemise
Présence de deux plans.

B. BÂTIMENTS

801. Dossier relatif à la location par l'État d'un immeuble communal pour être affecté à l'école moyenne de l'État.
1964-1966. 1 chemise

C. PERSONNEL

802. Dossier relatif aux pensions du personnel enseignant.
1912-1913, 1930-1933, 1939, 1944, 1958-1959. 1 chemise

D. FINANCES

803. Dossier relatif aux subsides.
1933, 1948-1964. 1 chemise

E. OBLIGATION SCOLAIRE

804. Listes des enfants soumis à l'obligation scolaire.
1900-1926. 1 chemise

XIII. CULTURE, SPORTS ET DIVERTISSEMENTS

A. CULTURE

805. Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal relatif aux subsides en faveur du mouvement « Défense wallonne ».
31 mai 1928. 1 pièce
806. Procès-verbal des délibérations du Conseil communal décidant l'allocation de subsides au Comité exécutif des Fêtes du Centenaire de la province de Namur en vue de l'organisation du jubilé du centenaire.
15 septembre 1929. 1 pièce
807. Dossier relatif aux noces d'or.
1964-1976. 1 chemise
809. Dossier relatif à la participation de la commune aux célébrations commémoratives.
1967-1975. 1 chemise

B. SPORTS, DIVERTISSEMENTS, FESTIVITÉS, ACTIVITÉS POUR LA JEUNESSE, TOURISME

1. SPORTS

810. Dossier relatif aux subsides pour des événements sportifs.
1952, 1970-1975. 1 chemise
811. Dossier relatif à l'organisation de la plaine de sports.
1966-1970. 1 chemise
812. Lettre du CSJR Lesve relative à l'organisation d'un événement sportif.
6 mai 1970. 1 pièce

2. DIVERTISSEMENTS

813. Dossier relatif à l'organisation de kermesses.
1968-1977. 1 chemise

3. JEUNESSE

814. Dossier relatif à la Maison des Jeunes.
1964-1976. 1 chemise
Présence d'un plan.
815. Dossier relatif à des subsides pour l'ASBL « Aide aux Jeunes ».
1971-1972. 1 chemise

4. TOURISME

816. Dossier relatif à la spéléologie dans le gouffre du « Trou du Moulin ».
1959. 1 chemise
817. Dossier relatif aux campings et parcs résidentiels.
1965-1972. 1 chemise
Présence d'un plan.

XIV. ÉCONOMIE

A. GÉNÉRALITÉS

818. Registre aux livrets d'ouvriers.
1866-1955. 1 cahier
819. Dossier relatif aux attestations d'activités.
1956-1979. 1 chemise

B. AGRICULTURE ET SYLVICULTURE

- 821-841. Dossiers relatifs aux recensements agricoles.
1919, 1941, 1947-1957, 1959-1965, 1975. 21 chemises
821. 1919.
822. 1941.
823. 1947.
824. 1948.
825. 1949.
826. 1950.
827. 1951.
828. 1952.
829. 1953.
830. 1954.
831. 1955.
832. 1956.
833. 1957.
834. 1959.
835. 1960.
836. 1961.

837. 1962.
838. 1963.
839. 1964.
840. 1965.
841. 1975.
842. Lettre du directeur général de l'Office central de statistique relative au recensement des ensemencements d'hiver et du bétail.
15 décembre 1941. 1 pièce
843. Dossier relatif aux dégâts aux cultures.
1954-1975. 1 chemise
844. Dossier relatif aux subsides pour les cultures spéciales.
1956-1976. 1 chemise
845. Dossier relatif à l'octroi d'une prime de compensation pour les cultures fourragères.
1958-1959. 1 chemise
- C. ÉLEVAGE**
846. Listes des taureaux admis à la saillie.
1948-1961. 1 chemise
- D. INDUSTRIE ET ARTISANAT**
847. Dossier relatif au contentieux entre la SA Carrières Moreau et des habitants de la commune concernant l'implantation d'une exploitation de pierres calcaires.
1974-1975. 1 chemise
Présence de plans.
- E. COMMERCE**
848. Dossier relatif aux cartes de commerçants ambulants.
1948-1973. 1 chemise
849. Dossier relatif au jour de repos hebdomadaire.
1961, 1966, 1974-1975. 1 chemise
- XV. AFFAIRES SOCIALES**
- A. PRISE EN CHARGE DES CHÔMEURS, PLACEMENT**
850. Liste de contrôle des chômeurs.
1934-1940. 1 cahier
Présence d'annexes dont des listes de pointage des chômeurs.
851. Dossier relatif aux cartes de composition de ménage pour le Fonds de soutien des chômeurs.
1945-1953. 1 liasse
852. Dossier relatif à la mise au travail des chômeurs.
1945-1976. 1 liasse
Présence de plans.

853. Registre de pointage des chômeurs.
1957-1970. 1 volume

B. AIDE SOCIALE À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

854. Liste du personnel enseignant, de la Commission d'assistance publique, des membres du clergé et des consultants de l'Office national de l'enfance, en réponse à une demande du Centre de protection de la jeunesse à Namur.
22 mai 1968. 1 pièce
855. Correspondance relative à l'accueil d'enfants chez des particuliers.
1976. 1 chemise

C. AIDE AUX PERSONNES ÂGÉES

856. Registre des bénéficiaires des pensions de vieillesse.
20 octobre 1921 – 9 juin 1943.
Mauvais état matériel. 1 cahier
857. Dossier relatif aux pensions.
1927-1936, 1942-1977. 1 chemise
858. Registre des femmes bénéficiaires des compléments de pensions et de pensions de survie.
1963-1971. 1 volume
859. Registres des demandes de pensions.
1963-1977. 2 cahiers

D. AIDE AUX PERSONNES PORTEUSES DE HANDICAP

860. Dossier relatif aux aides aux malvoyants.
1965-1976. 1 chemise

E. SECOURS DISTRIBUÉS À L'OCCASION DE CALAMITÉS EXTRAORDINAIRES

861. Dossier relatif aux souscriptions pour l'aide en faveur des familles de victimes de la catastrophe minière de Marcinelle.
1956. 1 chemise
862. Dossier relatif à la Protection civile.
1960-1962. 1 chemise
863. Lettre du secrétariat de la Reine et rapport d'enquête de l'infirmière sociale relatifs à une famille sinistrée.
6 janvier 1976, 12 janvier 1976. 2 pièces

XVI. TUTELLE SUR LA COMMISSION D'ASSISTANCE PUBLIQUE

864. Lettre de la commune de Braine-le-Comte relative à l'internement de A. V.
3 juin 1949. 1 pièce
Afin de respecter la législation relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel, les noms de personnes ne peuvent être publiés.

865. Lettres relatives à la pension de guerre de la veuve Émilie Dosimont-Biot.
14 juin 1949, 25 octobre 1949. 2 pièces
866. Procès-verbal de nomination des membres.
6 avril 1959. 1 pièce

XVII. RELATIONS AVEC LA FABRIQUE D'ÉGLISE SAINT- WILMART

A. PERSONNEL

867. Dossier relatif au renouvellement des membres.
1903-1972. 1 chemise
868. Lettre et extrait du registre aux délibérations du Conseil communal relatifs à la
majoration de l'indemnité du vicaire.
24 octobre 1929, 27 novembre 1929. 2 pièces

B. FINANCES

- 869-877. Budgets annuels.
1890-1898, 1911-1914, 1920-1976. 9 chemises
869. 1890-1898.
870. 1911-1914.
871. 1920-1929.
872. 1930-1939.
873. 1940-1949.
874. 1950-1959.
875. 1960-1969.
876. 1970-1976.
877. 1975-1976.
- 878-886. Comptes annuels.
1889, 1904, 1911-1913, 1918, 1920-1976. 7 chemises et 2 cahiers
878. 1889. 1 cahier
Mauvais état matériel.
879. 1904. 1 cahier
880. 1911-1913, 1918. 1 chemise
881. 1920-1929. 1 chemise
882. 1930-1939. 1 chemise
883. 1940-1949. 1 chemise
884. 1950-1959. 1 chemise
885. 1960-1969. 1 chemise
886. 1970-1976. 1 chemise
887. Correspondance relative à la comptabilité de la Fabrique.
1878-1942. 1 chemise



ISBN 978-94-6391-615-8



Illustration de couverture : Plan pour la construction d'une école et du logement des institutrices, 1852 (voir l'unité archivistique n° 633 du présent inventaire).